

SOMMAIRE

<u>EDITORIAL</u>	1
<u>Jean MASSION</u> - " J'ai remis ma foi en question"	4
<u>Président NYERERE</u> - Déclaration d'Arusha	14
<u>Joseph MURASAMPONGO</u> - Comment concevoir la paix pour qu'elle règne aujourd'hui	35
<u>J. O. C. Internationale</u> - Qu'est-ce que le développement	37
<u>Innocent KABANZA</u> - Le troisième plan d'aide du F. E. D.	47
<u>REMER</u> - <u>LUHONDO</u> - Retraites au Foyer de charité	57
<u>Henri MATHY</u> - Après le passage de l'Abbé Pierre	60
Courrier des lecteurs	63

DIALOGUE

DIALOGUE N° 25

mars 1971

EDITORIAL

Voici le premier numéro de notre quatrième année d'existence.

Il résume quelques mots de présentation.

Nous n'avons pas abordé fréquemment dans la revue les contestations qui fusent de toute part, spécialement dans les milieux intellectuels, à propos de la morale et du dogme chrétiens.

"Dialogue" n'est pas une revue de théologie. Mais la théologie n'est plus l'apanage d'un milieu restreint et fermé. Les réflexions des théologiens courent les publications, même profanes, et volent de bouche en bouche.

Plutôt que d'attaquer de front et dans un langage technique quelques thèmes essentiels de la réflexion théologique d'aujourd'hui, nous avons préféré aborder ce sujet par le biais des propositions votées à l'issue du Congrès que deux cents théologiens ont tenu, à Bruxelles, en septembre dernier. Il va sans dire que l'article rédigé à ce propos par Jean Massion : "J'ai remis ma foi en question", ne saurait être exhaustif, ni de près, ni de loin. Mais il rencontre quelques-unes des interrogations familières à nos contemporains.

Le texte du Président Tazanian, Julius Nyerere, intitulé "Déclaration d'Arusha" est versé au dossier de notre information. "Autre pays, autres moeurs" : l'adage reste vrai. Mais à une époque où les moyens de communication sociale ne cessent de s'amplifier et où, suivant l'expression du Président Senghor, nous sommes en route vers une civilisation mondiale, il a paru fort intéressant à notre Comité de rédaction de mettre sous les yeux de nos lecteurs un document vraiment original en matière de développement.

Avec un troisième texte, de Joseph Murasampongo, sur "La paix véritable", nous continuerons la réflexion amorcée parmi les élèves de l'Ecole d'Officiers de Kigali sur les grands thèmes de l'encyclique "Pacem in Terris". On se souviendra que nos numéros de septembre et novembre 1970 ont publié deux textes déjà, intitulés respectivement : "L'Etat et la paix" et "Bien commun et paix".

"Qu'est-ce que le Développement", écrit après le Conseil mondial de la JOC, à Beyerouth, en octobre 1969, nous a été proposé par l'Abbé Martial Bonnet, ambassadeur national de la JOC au Rwanda, qui nous écrit :

"Dans votre revue 'Dialogue', les articles sur le développement sont nombreux. C'est toujours le développement vu par des adultes. Ne serait-il pas bon d'y faire entendre la voix des jeunes ? Aussi, je me permets de vous soumettre l'article ci-après, extrait de la revue 'Action', de la jeunesse ou-vrière chrétienne internationale. Nous remercions l'Abbé Bonnet pour sa collaboration active à Dialogue et sommes heureux de reprendre ici le texte de 'Action'."

Innocent Kabanza nous présente ensuite la liste des projets pour le troisième plan d'assistance du Fonds européen de développement (Marché Commun) et le programme d'intervention décidé au cours des pourparlers qui ont eu lieu à Kigali à la fin de l'année dernière.

...

Un communiqué des "Foyers de charité" nous fournit la liste des occasions de nous ressourcer offertes par le Centre de Remera.

Surplombant le lac Muhondo, à une quinzaine de kilomètres de Ruhengeri, face aux volcans, le Foyer de Remera est construit dans un des plus beaux paysages du monde. Le cadre et le calme éminemment propices au recueillement, sont égayés par un accueil de qualité exceptionnelle qui justifie pleinement l'appellation "Foyer de charité".

Nous concluons ce numéro de mars sur une réflexion d'Henri Matiny à propos du passage de l'Abbé Pierre parmi nous. Notre numéro de mai offrira à nos lecteurs, le texte intégral de la conférence faite par le fondateur des Compagnons d'Emmaüs, le 15 janvier, au Collège St André.

...

Il nous est agréable, à la fin de cet éditorial, de dire notre reconnaissance à ceux qui ont déjà renouvelé leur abonnement. Rappelons la voie à suivre :

Au Rwanda, verser 200 frs par mandat-poste à
Dialogue, BP 572, Kigali,
ou par un économat général.

Pour ceux qui détiennent un compte dans un des Economats Généraux des diocèses, nous nous chargeons nous-mêmes de percevoir le montant du réabonnement, sans dédit de l'abonné.

A l'étranger, verser 200 francs belges au

COP 313.66 de Abbé J. Massion, Bruxelles.

Merci à ceux de nos lecteurs qui se sont faits les propagandistes de la revue et qui nous ont renvoyé, qui deux, qui trois, qui quatre abonnements.

La revue devient ainsi de plus en plus l'œuvre de tous.

On a l'impression aujourd'hui d'apercevoir dans l'homme le chaos; on voit l'instinct se déchaîner sans entrave. Quelque chose qui n'était dominé qu'en apparence déchaîne la couverture de civilisation acquise au cours de l'histoire. La psychologie moderne, découvrant ce qu'il y a de primitif dans le caractère humain. En prétendant l'épuiser par la connaissance, elle cherche sans le vouloir une justification.

Karl Jaspers

Rencontres Internationales de Genève,
1948.

Si nous résumons à nous assurer de ce qu'est la condition humaine avec les perspectives définies de ses possibilités infinies, nous ne pourrions plus jamais désespérer définitivement de l'homme. Symboliquement : l'homme a été créé par Dieu à son image; si perdu qu'il soit, cette ressemblance ne peut disparaître tout à fait.

Karl Jaspers

Rencontres Internationales de Genève,
1948.

J'ai remis ma foi en question

Un malentendu très grave semble s'être installé, ces dernières années, dans la vie de pas mal de chrétiens.

Sous la poussée de la diffusion des sciences, de la réflexion philosophique, beaucoup ont remis en question des choses de la foi.

Habités à des exposés rudimentaires, ils ne savaient pas que, depuis longtemps, les théologiens avaient déjà fait ces remises en question.

Jadis, la généralité des croyants n'était pas préparée à suivre les théologiens dans leurs investigations. Aujourd'hui, l'accès multiplié aux connaissances a largement répandu les questions que la raison pose à la foi.

Nous voudrions souligner le caractère légitime de ces remises en question. Les théologiens n'ont pas perdu la foi pour les avoir faites. Pourquoi les laïcs devraient-ils leur foi compromettre s'ils les forment ?

En d'autres termes, tout laïc, aujourd'hui, est amené à faire un peu de théologie. Mais il lui est demandé de ne pas se contenter de poser des questions : il faut qu'il cherche aussi les réponses.

C'est à les y aider que voudraient s'appliquer les laïques ci-dessous.

Dans une analyse rapide des propositions votées à la fin du récent Congrès international des théologiens, à Bruxelles, du 12 au 17 septembre 1970, nous allons rencontrer les principales interrogations que la raison adresse à la foi.

Il va sans dire - et les théologiens y ont insisté - que cette réflexion ne vise à aucune définition : elle traduit un effort de recherche. Mais le fait que deux cents théologiens, venus du monde entier, ont pu se mettre d'accord, chaque fois avec une majorité d'au moins les deux tiers des voix, sur le contenu de ces propositions, indique, sans équivoque, la direction dans laquelle il faut essayer de trouver les réponses aux questions posées.

Les textes entre guillemets reprendront explicitement des passages de ces propositions.

FOI ET RAISON

Croire n'est pas d'abord comprendre, mais accepter la Parole d'un Dieu qui vient se révéler à nous.

Par ailleurs, la foi ne peut pas être un devoir d'absurde. L'homme ne peut jamais s'engager dans une attitude déraisonnable.

La raison remplit vis-à-vis de la foi une double fonction. Elle lui montre qu'il est raisonnable de croire, c'est-à-dire de s'en remettre totalement à Jésus de Nazareth; aidée par la foi, elle projette une lumière plus vive sur le mystère révélé.

Cette réflexion fut toujours considérée comme l'oeuvre de la théologie. Le Congrès des théologiens a ajouté une précision :

"Nous considérons la théologie comme la réflexion que les chrétiens opèrent sur leur foi et leur expérience chrétienne dans un temps ou une culture déterminée". (P I)

On le voit : il ne s'agit plus d'une réflexion figée dans le temps et l'espace. Le christianisme est un engagement à vivre à la manière du Christ dans les temps et lieux où on est placé.

Par conséquent, "seules des communautés chrétiennes insérées dans la vie du monde actuel et responsables de la société, pourront être le lieu d'élaboration de la théologie de l'avenir". (P I)

Comprenons bien. Tout chrétien qui remet en question va-t-il prétendre être théologien ? Non. La théologie est une science et il y a des conditions à remplir pour passer de la remise en question à la proposition de la réponse.

Prenons l'exemple de la place du développement dans l'annonce du salut en Jésus-Christ. Une question se pose : faut-il annoncer aux hommes la bonne nouvelle de la libération du péché, par l'adhésion à Jésus-Christ, sans faire effort pour qu'une saine promotion libère l'homme de servitudes économiques, sociales, culturelles, politiques qui paralysent l'exercice de sa liberté ?

En gros, chacun peut répondre que cet effort est indispensable. Mais préciser l'ordre d'importance des tâches, mettre en garde contre les déviations possibles, dégager ce qui est à faire au point de vue du développement, tout

en conservant au message chrétien son caractère spirituel, cela suppose "un discours rigoureux et compétent qui se tiennent devant la raison critique. Aussi les laïcs chrétiens qui ont déjà souvent un charisme (une grâce spéciale) théologique, doivent aussi avoir la formation". (P 1)

Bref, pour formuler les réponses aux remises en question on doit avoir recours à des spécialistes. Un peu comme en mécanique automobile, il ne suffit pas de remettre en question tel aspect du moteur pour pouvoir légiférer avec sagesse.

Ces spécialistes peuvent être des laïcs. On a trop tendance à croire que la théologie est lapanage des prêtres. "Les laïcs chrétiens ... doivent avoir le droit d'expression et les fonctions d'enseignement à tous les niveaux qui permettent de le réaliser". (P 1)

ooo

Le Congrès a insisté sur la diversité que revêtira la réflexion sur la foi. "La théologie doit s'élaborer en référence au message évangélique et à la société avec ses diverses cultures, les sciences, les arts, les littératures, les religions". (P 3)

Les schémas de pensée et le langage pour les exprimer varient de culture à culture, souvent en relation avec l'organisation sociale. Ainsi, le christianisme étant, en Jésus-Christ, révélation de Dieu et révélation de l'homme, la théologie aura des choses différentes à nous dire lorsqu'elle parlera de l'homme en milieu rural, proche de la nature, ou de l'homme en milieu urbain, pénétré de science et de technique. Les types d'homme à réaliser par chacun des milieux s'organisent de manière différente autour d'une foi unique.

Ainsi encore "les définitions formulées dans le passé à propos du Christ, tout en conservant une signification permanente pour l'Eglise d'aujourd'hui, ne peuvent cependant être interprétées sans tenir compte de leur contexte historique... Pour atteindre des hommes d'autres cultures et d'autres époques, le message chrétien exige chaque fois d'être réexprimé dans des formulations véritablement neuves". (P 6)

Deux exemples vont illustrer cette affirmation.

C'est un point de foi que le Christ nous libère du péché originel.

Mais qu'est-ce qu'un péché que nous aurions commis avant de naître ?

A l'époque où cette définition fut promulguée, le mot péché n'avait pas encore le caractère exclusif de faute personnelle qu'il revêt aujourd'hui. Il pouvait aussi signifier un état de déchéance. Nous dirions donc plutôt : "Jésus nous fait sortir du désordre originel".

Autre exemple : la transsubstantiation, au moment de la consécration de la messe. Transsubstantiation est un mot qui se réfère à la philosophie du Moyen-Âge, dite philosophie scolastique, laquelle considérerait que tout être était constitué, d'une part, de la substance, fondamentalement quel on ne peut toucher sous peine de remettre l'être lui-même en question, et, d'autre part, des accidents, c'est-à-dire de choses adventices dont la perte n'entame pas la consistance de l'être. Perdre mes cheveux ne me fait pas être un autre homme. Il n'en va plus de même, si on me coupe la tête.

On expliquait donc qu'à la consécration la substance du Christ prenait la place de la substance du pain et du vin, mais sous les accidents apparents du pain et du vin.

Aujourd'hui, pour qui conque a un peu étudié, le mot "substance" évoque une substance chimique et les accidents sont devenus des chutes ou des chocs très graves et pouvant m'envoyer la vie. A ce compte-là, "transsubstantiation" signifierait que les composants chimiques du pain deviennent par la consécration les composants chimiques du corps du Christ, ce qui est manifestement faux. Avant et après la consécration, l'analyse au laboratoire donnera toujours les mêmes composants chimiques du pain.

On le voit : il est absolument nécessaire de trouver d'autres mots pour exprimer la présence réelle du Christ dans l'eucharistie. C'est à quoi s'appliquent les théologiens. Le dogme reste entier, mais sa traduction dans les mots devient autre.

ooo

Jésus-Christ, Dieu et Homme

Par réaction contre un christianisme désincarné et pour résoudre certaines difficultés concernant l'existence historique de Jésus de Nazareth, on a voulu faire du christianisme une idéologie de solidarité humaine.

Serait-ce là tout le contenu du message chrétien ? Nullement ! Il y a pas que Jésus de Nazareth qui réellement existé ; comme Dieu et comme homme, réusite unique de notre humanité ; que son amour ait triomphé de la mort à laquelle l'ont voué

les hommes et que, ressuscité, il anime l'Eglise de son Esprit ? Ce serait détruire l'essence même du christianisme que d'en arriver là. "Le message chrétien, c'est Jésus-Christ lui-même. Le Seigneur crucifié, ressuscité et actuellement vivant est le critère de toute prédication et de toute action de l'Eglise du Christ. Même s'il conserve les idéaux chrétiens, le christianisme sans foi en la personne de Jésus, perd son fondement. L'expérience de l'Esprit de Jésus dans la communauté vivante rend possible cette foi en sa personne". (p. 6)

L'être chrétien ce n'est donc pas seulement accéder à un idéal de communion entre les hommes, aussi élevé que soit cet idéal. C'est s'en remettre à quelqu'un qui est vivant et qui anime par son Esprit ceux qui adhèrent à lui dans la foi.

Le danger quand on introduit Jésus dans sa vie, est de l'amputer d'une de ses dimensions. On peut en risque d'en faire un Dieu n'ayant qu'une apparence d'homme; ou bien on en fait un homme qui a évacué Dieu. A moins qu'on ne retourne dans l'erreur condamnée au Concile de Chalcédoine (451) en prétendant à Jésus une sorte d'étrange condition mixte, de situant entre la divinité et l'humanité.

Qu'en est-il réellement ?

"En Jésus-Christ, Dieu se révèle lui-même sans ambiguïté comme amour réconciliant. On échouerait à reconnaître Jésus comme Christ si on voulait en parler sans tenir compte de sa relation à Dieu. En Jésus-Christ, l'homme est véritablement sauvé et il fait l'expérience de sa liberté en se donnant par amour à ses frères humains. On rendrait Jésus insignifiant comme Christ, si on voulait en parler sans tenir compte de sa relation aux hommes". (p. 5)

Jésus est à la fois Dieu et homme. En définissant "amour réconciliant" la révélation qu'il nous fait de Dieu, on insère Dieu dans l'histoire d'une humanité pécheresse. Dieu n'est pas seulement celui qui nous fait don de son amour, mais celui qui nous pardonne, c'est-à-dire qui nous offre ce don par-delà notre offense.

Un homme qui trouve le salut en adhérant à Jésus-Christ traduira sa condition nouvelle par le don qu'il fait de lui-même à ses frères les hommes.

On le voit : le christianisme est bien générateur d'une profonde solidarité entre les hommes, solidarité vivante, en

fin de compte, la libération du péché : c'est ce qu'on nomme la dimension horizontale du christianisme. Mais cette solidarité plonge ses racines en Dieu qui apporte le salut à l'humanité : c'est la dimension verticale.

...

Engagement temporel

Dans le monde contemporain, la réflexion des hommes porte davantage sur leur existence que sur des concepts abstraits. Aussi s'est-il trouvé pas mal de voix pour déplorer que les chrétiens s'en tiennent à de beaux principes, mais ne paient pas de leurs personnes pour que change ce qui doit changer.

N'est-ce pas là ce que Marx voulait dire quand il affirmait que "la religion est l'opium du peuple" ? A quoi servent les idées pures quand on a besoin d'une prise de position concrète contre les abus et d'une lutte qui y mette fin ? A quoi servent les protestations de sympathie des pays riches à l'égard des pays pauvres, si les premiers refusent de consentir les sacrifices que requiert le développement des seconds ?

"Les communautés chrétiennes... doivent prendre une conscience critique de leur situation historique et prendre parti pour la liberté dans diverses sociétés dont elles sont solidaires. En fait, elles ne sont jamais neutres, ni politiquement, ni économiquement... Les communautés chrétiennes, leurs responsables et les croyants ont à s'engager dans une action effective pour la libération des pauvres et des opprimés, par exemple de la discrimination raciale, des marginaux de notre société industrielle, des victimes des régimes totalitaires. C'est là une tâche de la réflexion théologique. Ainsi l'Eglise a pour mission de rendre témoignage à la liberté de l'Esprit". (p. 7)

Trois notions supplémentaires (M), non prévues par le Secrétariat du Congrès, devaient préciser, en recueillant elles aussi les deux tiers des voix, cet engagement chrétien.

L'Eglise doit d'abord se demander si certaines de ses structures, certains de ses rites, certaines de ses pratiques ne font pas obstacle à l'engagement radical pour la libération de l'homme, exigée par l'Evangile (M.B. 2)

Elle doit prendre position dans le concret des oppressions d'aujourd'hui. "Nous exprimons notre solidarité avec tous ceux qui actuellement agissent pour la libération de l'homme et, en particulier, avec tous ceux qui sont menacés, exilés, emprisonnés ou torturés, tels Joaquim Pinto de Andrade, alternativement en prison ou en exil depuis dix ans (An-

étois), les sept Dominicains brésiliens, les frères Parigian (U.S.A.) et tant d'autres, croyants ou incroyants dont les noms ne peuvent être cités sous peine de rendre leur sort encore plus précaire". (M.B 3)

Enfin, le Congrès "adjuce tous les chrétiens, quelque fonction qu'ils exercent dans l'Eglise... de s'engager courageusement dans les options qu'exige l'Evangile dans la matière qui vient d'être précisée". (M.B 4)

...

Ouverture au monde

Dans le passé, l'Eglise et le Monde se sont souvent dressés l'une contre l'autre à propos de la possession de la vérité. Schématiquement on pourrait dire que l'Eglise prétendait détenir le monopole de la vérité et que le monde s'insurgeait contre une société qui prenait comme règle de vie, non pas une vérité découverte par la raison, mais une vérité préfabriquée par la foi.

Aujourd'hui, les chrétiens veulent mettre fin, une fois pour toutes, à la conception surannée : "Monde non chrétien - Église monde pervers". "La foi chrétienne ne doit pas être présentée comme une condition sine qua non pour le fonctionnement de toute société; ce qu'elle apporte à chaque homme et à la société même, c'est une inspiration à la fois positive et critique, et l'espérance de réaliser les dimensions ultimes de l'existence humaine". (P 8)

La tâche du christianisme est de promouvoir une réflexion positive sur les philosophies contemporaines, comme le marxisme et l'existentialisme, et sur les conceptions de l'homme qui en découlent et de se présenter comme le couronnement de tous les efforts valables entrepris pour conduire l'homme à sa destinée.

...

Communautés chrétiennes

Habités depuis des années à nous intégrer dans des communautés paroissiales, nous avons peine à imaginer que les communautés chrétiennes pourraient prendre d'autres formes.

Dans un contexte de vie rural, où toutes les activités des habitants sont localisées dans un périmètre bien précis, la communauté paroissiale, épaulée par les Conseils de collégiens, est quelque chose de consistant.

Mais dans une ville comme Kigali, où la majorité des ha-

bitants sont des nouveau-venus, avec les problèmes les plus divers et avec de multiples lieux d'activité, la communauté paroissiale paraît irréalisable.

Or, ce phénomène d'urbanisation va s'accroissant. Devons-nous dès lors désespérer de trouver à notre portée une communauté chrétienne, sans laquelle le christianisme est quelque chose de tronqué ?

Ce n'est pas seulement à la base qu'est posée la question de la permanence des structures actuelles de l'Eglise. Nous avons vu naître ces derniers temps des Conférences épiscopales dont l'influence apparaît de plus en plus grande dans le gouvernement de l'Eglise universelle et dans l'aide apportée au gouvernement des diocèses.

Les théologiens réunis à Bruxelles se sont penchés sur ce problème. Et c'est par référence aux diverses situations historiques de l'Eglise qu'ils en parlent. "Le Nouveau Testament présente divers types et même des principes différents d'organisation des communautés chrétiennes, selon la différence des auteurs, des lieux et des moments."

Sur ce fondement, l'histoire a vu se développer des formes diverses, offrant chacune avantages et inconvénients : régime papal, patriarcal, conciliaire, et d'autres encore. Ce constat historique invite aujourd'hui à respecter la diversité des formes et à chercher leur complémentarité. En outre, nous voyons naître actuellement une recherche de nouvelles formes de communautés de base; ce phénomène revêt une grande importance ecclésiologique". (P 9)

De fait : un peu partout surgissent de petites communautés chrétiennes qui s'organisent à partir d'affinités de résidence, de travail, de loisirs, de rencontres pour l'éprouvance, de la vie chrétienne. Il faut les considérer comme un enrichissement et rechercher comment les intégrer dans l'Eglise.

...

Dans la mesure où ces communautés sont vivantes et où elles comprennent leur raison d'être et la mission qui en découle, elles seront un élément moteur pour l'établissement du Règne de Dieu.

Il est intéressant de lire ce que disent à ce sujet les théologiens réunis à Bruxelles et de nous demander s'il n'y a pas là, pour notre comportement chrétien, une véritable révolution. "Toute communauté ecclésiastique est insérée dans une so-

ciété pour y être la présence de l'Eglise une et apostolique. Tous les chrétiens y sont fraternellement responsables de l'annonce du Seigneur et de l'édification de la communauté". (P 10)

Mais, dira-t-on, allons-nous tous devoir prêcher ? Devons nous tous abandonner nos tâches professionnelles et familiales à la manière du clergé traditionnel ? Nullément. Chacun doit s'interroger sur ce que l'Esprit attend de lui, dans la situation concrète où il est, pour cette double mission d'annonce de la bonne nouvelle et de l'édification de la communauté. "Pour que cette tâche soit accomplie, l'Esprit pourvoit l'Eglise de charismes divers. Parmi ceux-ci, les ministères institués doivent assurer, par l'office, ce qui revient à tous, comme de veiller à l'authenticité du message et de promouvoir l'unité des communautés. En outre, les services et les signes de la charité du Christ en un certain lieu sont aussi des charismes constitutifs de l'Eglise en ce lieu". (P 10)

La Constitution sur l'Eglise, au deuxième Concile du Vatican, a expliqué que ces charismes sont des grâces spéciales qui rendent aptes et disponibles pour assumer les diverses charges et offices utiles au renouvellement et au développement de l'Eglise. (No 12)

Les ministères institués, comme l'épiscopat, la prêtrise, le diaconat, chargent ceux qui en sont revêtus de l'office d'assurer ce qui revient à tous. Mais, en dehors de ces ministères, les services et les signes de la charité, comme l'activité caritative d'une Conférence de Saint Vincent de Paul, sont aussi des charismes qui constituent des pierres de l'édifice de l'Eglise.

Désignation des responsables dans l'Eglise

Cette désignation a fait couler des flots d'encre et de paroles ces derniers temps. Le mode de désignation du Pape, à savoir son élection par les cardinaux, a été, notamment, remis en question bien des fois.

Que pense de cela le Congrès des théologiens ?

"La nature de l'Eglise, peuple de Dieu, et l'évolution de l'histoire rendent nécessaire aujourd'hui une révision de la procédure pour le choix d'un Pape, d'un évêque, d'un pasteur. En ce sens, il conviendrait de rendre possible une participation du peuple chrétien au choix de ses ministres". (P 11)

Dans la jeune Eglise du Rwanda, où l'Eglise universelle est apparue dans des structures traditionnelles que l'on considérait comme intangibles, cette proposition risque de heurter les esprits.

Il faut noter qu'aux origines de l'Eglise on a procédé de tout autre façon qu'aujourd'hui. Qu'on se rappelle comment Ambroise devint évêque en 364. L'évêque de Milan étant mort, le peuple chrétien s'était rassemblé dans la cathédrale pour lui élire un successeur. Un détachement de la troupe, commandé par l'officier Ambroise, avait pénétré dans l'église pour y maintenir l'ordre. Ambroise fut amené à s'adresser à la foule pour lui prêcher le calme. Il le fit avec tant d'à propos qu'un enfant, impressionné, s'écria : "Ambroise, évêque". C'est que la foule ratifia. Ambroise n'était encore que catéchumène, mais cela n'empêcha pas qu'on en fit un évêque.

Place des femmes dans l'Eglise

De multiples documents conciliaires et pontificaux ont insisté sur l'égalité de dignité de l'homme et de la femme et sur l'égal respect que réclamait cette égalité de dignité. Forts de cette affirmation, de nombreux groupements féminins ont demandé qu'on commence à en tirer les conséquences dans la place faite à la femme dans la vie de l'Eglise.

"Il faut dénoncer, disent les théologiens de Bruxelles, la discrimination qui est pratiquée à l'égard des femmes dans l'Eglise, comme souvent encore, dans la société. Il est temps d'envisager sérieusement la place des femmes dans les ministères". (P 12)

Ce n'est pas pour rien qu'on appelle les hommes le "sexe fort". Ils l'ont bien montré en tenant en tutelle le "sexe faible", la meilleure moitié de l'humanité, comme disait Gandhi.

Il y a eu des diaconesses dans l'Eglise primitive. Il y en a encore dans les Eglises orthodoxes. Théologiquement, si l'on ne peut pas prouver que les femmes ont droit à devenir prêtres, on ne peut pas non plus prouver le contraire.

Nous osons espérer que ce rapide coup d'oeil sur les travaux de Bruxelles aura été source d'apaisement pour plus d'un, parmi nos lecteurs.

que personne ne craigne les remises en question exigées par sa raison, mais que ces remises en question ne signifient pas un blocage de la réflexion.

Nous serions très heureux, et notre Revue réaliserait ainsi son programme, si nos lecteurs voulaient bien nous faire part de leurs interrogations. Nous avons assez de théologiens au Kanda pour y apporter des réponses satisfaisantes.

Jean MASSION

Déclaration d'Arusha

La déclaration d'Arusha et la politique de la "Tanzanian national union" (Tanu) sur le socialisme et la "self-reliance" (autoassistance, confiance en soi, bref, ce qui fait un être adulte, indépendant).

PREMIERE PARTIE : ACTE DE FOI DE LA TANU

La politique de la Tanu est de bâtir un état socialiste. Les principes du socialisme exposés dans la constitution de la TANU sont les suivants :

La TANU s'affirme croire :

- a) que tous les êtres humains sont égaux;
- b) à chaque individu le droit à la dignité et au respect;
- c) que chaque citoyen est une partie constituante de la nation et a le droit de prendre une part égale dans le Gouvernement local, régional et national;
- d) que chaque citoyen a droit à la liberté d'expression, de mouvement, de croyance religieuse et d'association dans le cadre de la loi;
- e) que chaque individu a le droit de recevoir de la société protection pour sa vie et la propriété qu'il détient en accord avec la loi;
- f) que chaque individu a le droit de recevoir une juste rétribution pour son travail;
- g) que tous les citoyens ensemble possèdent toutes les ressources naturelles du pays, qui leur sont confiées pour leurs descendants;

14

- h) que l'état doit exercer un contrôle effectif sur les moyens de production afin d'assurer la justice économique; et

i) qu'il en va de la responsabilité de l'état d'intervenir activement dans la vie économique de la nation en sorte d'assurer le bien-être de tous les citoyens et de prévenir l'exploitation d'une personne par une autre ou d'un groupe par un autre et de prévenir aussi l'accumulation de bien dans la mesure où cela est incompatible avec une société sans classes

Or, c'est pourquoi, le but principal et les objectifs de la TANU sont les suivants :

- a) Renforcer et maintenir l'indépendance de ce pays et la liberté de son peuple;
- b) sauvegarder la dignité inhérente à chaque individu en accord avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;
- c) assurer que ce pays soit régi par un gouvernement démocratique, socialiste issu du peuple;
- d) coopérer avec tous les partis politiques d'Afrique engagés dans la libération de toute l'Afrique;
- e) veiller à ce que le gouvernement mobilise toutes les ressources de ce pays pour éliminer la pauvreté, l'ignorance et la maladie;
- f) veiller à ce que le gouvernement aide activement à la formation et au maintien d'organisations coopératives;
- g) veiller à ce que partout où il est possible, le gouvernement lui-même participe directement au développement économique de ce pays;
- h) veiller à ce que le gouvernement donne des chances égales à chaque homme et femme sans considération de race, de religion ou de situation;
- i) veiller à ce que le gouvernement extirpe toutes formes d'exploitation, d'intimidation, de discrimination, de sous-développement et de corruption;
- j) veiller à ce que le gouvernement exerce un contrôle effectif sur les principaux moyens de production et poursuive une politique qui facilite l'accès à la propriété collective des ressources de ce pays;
- k) veiller à ce que le gouvernement coopère avec d'autres États d'Afrique en contribuant à l'unité africaine;
- l) veiller à ce que le gouvernement travaille sans relâche à la paix du monde et à la sécurité dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

15

SECONDE PARTIE : LA VOIE DU SOCIALISME

a) Suppression de l'exploitation.

Un véritable état socialiste n'existe que là où chacun est ouvrier et là où ni capitalisme, ni féodalisme n'est toléré. L'état socialiste ne connaît pas deux classes, une inférieure composée de ceux qui travaillent pour leur subsistance et une supérieure composée de ceux qui vivent du travail des autres. Dans un pays vraiment socialiste, personne n'exploite autrui, travaille toute personne physiquement apte au travail; tout travailleur touche une juste rétribution pour le travail qu'il accomplit; et les revenus provenant de différentes espèces de travaux ne comportent pas de grandes disparités.

Dans un pays socialiste, les seules personnes à vivre du travail des autres et qui ont le droit de dépendre de leurs compatriotes sont les enfants, les personnes trop âgées pour subvenir à leurs besoins, les infirmes et ceux auxquels l'état ne peut, à un moment donné, procurer la possibilité de travailler pour vivre.

La Tanzanie est une nation de paysans et d'ouvriers, mais elle n'est pas encore une société socialiste. Elle contient toujours des éléments de féodalisme et de capitalisme avec leurs tendances. Ces traits de féodalisme et de capitalisme dans notre société pourraient se répandre et se renforcer mutuellement.

b) Les moyens de production et d'échange les plus importants sont sous le contrôle des paysans et des travailleurs.

Pour édifier et maintenir le socialisme, il est essentiel que tous les moyens de production et d'échange les plus importants dans le pays soient sous le contrôle et dans les mains des paysans par l'intermédiaire de l'appareil de leur gouvernement et de leurs coopératives. De plus, il est essentiel que le parti au pouvoir soit un parti de paysans et de travailleurs.

Les plus importants moyens de production et d'échange sont les suivants : terre, forêts, minéraux, eau, pétrole et électricité; les moyens d'information et d'exportation, le commerce de gros; le fer et l'acier, les fabriques de machines-outils, d'armes, d'automobiles, de ciment, d'engrais et les industries textiles, ainsi que toute usine d'importance dont dépend une large partie de la population pour sa subsistance, ou qui produit des com-

posants essentiels pour d'autres industries; les grandes plantations et particulièrement celles qui fournissent les matières premières essentielles à d'importantes industries.

Quelques-uns de ces instruments de production et d'échange sus-mentionnés sont déjà aux mains ou sous contrôle du gouvernement du peuple de Tanzanie.

c) L'existence de la Démocratie.

Un état n'est pas socialiste simplement parce que ses moyens de production et d'échange sont, soit entièrement, soit en grande partie contrôlés ou possédés par le gouvernement.

Pour qu'un état soit socialiste, il est essentiel que son gouvernement soit choisi et conduit par les paysans et travailleurs eux-mêmes. Si les gouvernements minoritaires de Rhodésie ou d'Afrique du Sud contrôlaient et possédaient l'économie entière de ces pays respectifs, le résultat serait un renforcement de l'oppression, non l'élimination du socialisme. Un véritable socialisme ne peut exister sans une démocratie pénétrant la société.

d) Le socialisme est une foi.

Le socialisme est une façon de vivre et une société socialiste ne peut pas simplement surgir à l'existence. Une société socialiste ne peut qu'être édifiée par ceux qui y croient et qui eux-mêmes mettent en pratique les principes du socialisme. Un membre reconnu de la TANU sera un socialiste, et ses camarades socialistes, c'est-à-dire ses camarades partageant sa foi dans ce système politique et économique, sont tous ceux qui, en Afrique ou ailleurs dans le monde, combattent pour les droits des paysans et des travailleurs. Le premier devoir d'un membre de la TANU et spécialement d'un leader de la TANU, est d'accepter ces principes socialistes et de passer sa vie en conformité avec ces principes. En particulier un authentique leader de la TANU ne vivra pas de l'exploitation (litt. de la sueur) d'un autre homme et ne commettra aucune action féodale ou capitaliste.

L'heureuse réalisation des objectifs socialistes dépend beaucoup des leaders, parce que le socialisme est une foi en un système particulier de vie et il est difficile pour des leaders de promouvoir sa croissance s'ils ne l'acceptent pas eux-mêmes.

TROISIEME PARTIE : LA POLITIQUE DE "SELF-RELIANCE" (confiance en soi)

Nous sommes en guerre.

La TANU est engagée dans une guerre contre la pauvreté et l'oppression dans notre pays;

L'enjeu est de promouvoir le peuple de l'ancienne (et le peuple d'Afrique considérée comme un tout) d'un état de pauvreté à un état de prospérité.

Notre oppression a été de longue durée, nous avons été exploités pendant longtemps et nous avons été méprisés de longues années durant. C'est notre faiblesse qui nous a conduits à l'oppression, à l'exploitation et au mépris. Maintenant nous voulons une révolution - une révolution qui mette fin à notre faiblesse, en sorte que nous ne serons jamais plus exploités, opprimés ou humiliés.

Un pauvre ne prend pas l'argent pour arme. Mais il est évident que par le passé, nous avons choisi la mauvaise arme pour notre lutte, parce que nous avons choisi l'argent comme arme. Nous tentons de vaincre notre faiblesse économique en nous servant des armes de ceux qui sont économiquement forts, armes que nous ne possédons pas en fait.

Selon nos pensées, nos paroles et nos actes, il semblerait que nous sommes parvenus à la conclusion que sans argent, nous n'aboutirions pas à la révolution que nous vivons. Il en va comme si nous avions dit "l'argent est la base du développement. Sans argent pas de développement".

Voici ce que nous croyons pour le moment. Les leaders de la TANU, les leaders du gouvernement et les officiels, tous insistent sur l'argent avec une grande énergie et avec confiance. Les leaders du peuple et le peuple lui-même au sein de la TANU, de la centrale syndicale MUTA (National Union of Tanzanian workers), du parlement, de l'UWT (Union of Women from Tanzania), des coopératives, de la TAPA (Tanzanian Pioneers Association) le mouvement de jeunesse tanzanien, et d'autres institutions nationales pensent, espèrent et prient pour l'ARGENT. Il en va comme si nous avions tous décidé de dire d'une seule voix : "Si nous obtenons de l'argent, nous nous développerons, sans argent, nous ne pouvons nous développer".

Bref notre plan quinquennal de développement vise à développement de nourriture, d'éducation, et à l'amélioration de la santé, mais l'arme en laquelle nous mettons notre

confiance est l'argent. C'est comme si nous disions : "Durant les cinq prochaines années, nous voulons avoir davantage de nourriture, d'éducation et une meilleure santé, et pour parvenir à ce but, nous dépenserons 250.000.000 livres. Nous pensons et parlons comme si tout dépendait de la seule chose importante, l'ARGENT et que tout le reste dont nous nous servons pour notre lutte est de moindre importance.

Lorsqu'un membre du parlement dit qu'il y a manque d'eau dans sa circonscription et qu'il demande au gouvernement comment il compte régler ce problème, le député s'attend à ce que le gouvernement lui réponde qu'il a prévu de pallier au manque d'eau dans cette circonscription "avec de l'ARGENT".

Lorsqu'un autre membre du parlement demande ce que le gouvernement entend entreprendre à propos du manque de routes, d'écoles ou d'hôpitaux dans sa circonscription, il s'attend aussi à ce que le gouvernement lui dise qu'il a des plans prévus pour construire des routes, des écoles et des hôpitaux dans la circonscription du dit député - "avec de l'ARGENT".

Lorsqu'un membre officiel du syndicat MUTA interroge le gouvernement sur ses intentions de prendre en considération les bas salaires et la misère de l'habitat des ouvriers, il s'attend à ce que le gouvernement l'informe que le salaire minimum sera relevé et que l'on procure de meilleures habitations aux travailleurs - avec de l'ARGENT.

Lorsqu'un membre du TAPA demande au gouvernement selon quels plans il compte venir en aide aux nombreuses écoles TAPA qui ne reçoivent pas d'aide du gouvernement, il attend du gouvernement la décision d'attribuer l'aide requise dès le lendemain matin - avec de l'ARGENT.

Lorsqu'un représentant du mouvement coopératif fait mention d'un quelconque problème que les paysans doivent affronter, il s'attend à s'entendre dire que le gouvernement résoudra les problèmes - avec de l'ARGENT.

Bref, face à chaque problème de notre nation, la solution qui vient à l'esprit de chacun, c'est l'ARGENT.

Chaque année, chaque ministère du gouvernement effectue ses prévisions de dépenses, à savoir la somme d'argent nécessaire, l'année à venir, pour faire face aux dépenses de fonctionnement et de développement. Un seul ministère et son ministère font des estimations de revenus. Il s'agit du ministère des finances. Chaque ministère prépare de très bons plans de dé-

veloppement. Lorsque le ministère présente son budget, il croit que l'argent est là à disposition du requérant, mais que le ministre des finances et son ministère l'ont obstruée. Et régulièrement chaque année, le ministre des finances doit prévenir ses collègues ministres qu'il n'y a pas d'argent. Et chaque année, les ministres se plaignent du ministère des finances lorsqu'il comprime leurs estimations.

De même, lorsque les membres du parlement et d'autres leaders demandent que le gouvernement exécute un certain développement, ils croient qu'il y a beaucoup d'argent à dépenser pour de tels projets, mais que c'est le gouvernement qui bloque tout. Pourtant une telle croyance de la part des ministères, des membres du parlement et d'autres leaders ne change rien à la vérité profonde que le gouvernement n'a pas d'argent. Lorsqu'on dit que le gouvernement n'a pas d'argent, qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que le peuple de l'Anzanie n'a pas suffisamment d'argent. Le peuple paie des taxes sur les très faibles revenus qu'il a; c'est de ces impôts que le gouvernement tire de quoi faire face aux dépenses de fonctionnement et de développement. Lorsque nous parlons au gouvernement pour qu'il dépense davantage pour des projets de développement, nous demandons au gouvernement d'augmenter ses dépenses. Et si le gouvernement n'a plus d'argent, la seule chose qu'il peut faire est d'augmenter ses ressources par une taxation supplémentaire.

Si l'on demande au gouvernement de dépenser davantage, ce la revient en fait à en appeler au gouvernement pour qu'il augmente les impôts. Demander au gouvernement de dépenser plus sans accroître les impôts revient à demander au gouvernement de faire des miracles; cela correspond à exiger davantage de lait d'une vache tout en précisant qu'il ne faudrait plus traire la vache. Mais notre refus d'admettre d'appeler au gouvernement pour qu'il dépense plus d'argent, ce qui revient à lui demander d'élever les impôts, montre bien que nous avons pleinement conscience des difficultés que causerait une augmentation d'impôts. Nous nous rendons à l'évidence que la vache n'a plus de lait - c'est-à-dire que le peuple trouve difficile de payer plus d'impôts. Nous savons que la vache voudrait bien avoir davantage de lait, pour le donner à boire à ses veaux, ou qu'elle aimerait avoir plus de lait qui serait vendu et lui procurerait à elle et à ses veaux davantage de confort. Mais savoir tout ce que permettrait de faire un surcroît de lait ne change rien au fait que la vache n'a plus de lait !

Qu'en est-il de l'aide extérieure ?

Une méthode que nous avons l'habitude d'utiliser et qui permet d'échapper à la nécessité d'augmenter les impôts, si nous voulons disposer d'une somme d'argent plus importante pour le développement consiste à obtenir l'argent supplémentaire de l'étranger. De semblables financements de l'étranger se répartissent en trois catégories principales :

a) Les dons : cela veut dire qu'un gouvernement étranger attribue à notre gouvernement une somme d'argent comme un don libre pour un plan de développement déterminé. Parfois il arrive qu'une institution dans un autre pays octroie à notre gouvernement ou à une institution dans notre pays une aide financière pour des programmes de développement.

b) Les prêts : la plus grande partie de l'aide financière que nous attendons de l'extérieur n'a pas la forme de dons ou de charité, mais la forme de prêts. Un gouvernement étranger ou une institution étrangère, telle une banque, prête à notre gouvernement de l'argent à des fins de développement. Un tel prêt comporte des conditions de remboursement, telle que la période sur laquelle s'étend le prêt et le taux d'intérêt.

c) Les investissements privés : la troisième catégorie d'aide financière est également importante, davantage que la première. Il s'agit des investissements effectués dans notre pays par des particuliers ou des compagnies de l'étranger. La condition importante qu'on a à l'esprit de tels investissements privés est que l'entreprise dans laquelle ils placent leur argent doit leur rapporter un profit et que notre gouvernement devrait les autoriser à rapatrier ces profits. Ils préfèrent aussi investir dans un pays dont ils acceptent la politique et qui préservera leurs intérêts économiques.

Voilà les trois principales catégories de ressources financières à l'extérieur. Et l'on discute énormément en Tanzanie pour savoir comment obtenir de l'argent de l'extérieur. Notre gouvernement et divers groupes de nos leaders ne cessent pas de penser aux méthodes à employer pour obtenir des fonds de l'étranger. Et si nous obtenons quelque argent ou même si nous n'obtenons que la promesse d'en recevoir, nos journaux, notre radio et nos leaders, tous publient la nouvelle afin que chacun sache que le salut arrive ou qu'il est en route. Si nous recevons un don, nous l'annonçons, si nous

recevons un prêt, nous l'annonçons, si nous obtenons une nouvelle usine, nous l'annonçons - et toujours à grand bruit. De même lorsqu'il s'agit de la promesse d'un don, d'un prêt ou d'une nouvelle usine, nous en publions la promesse. Même lorsque nous avons à peine commencé les discussions avec un gouvernement étranger ou une institution, quant à un don, un prêt ou une nouvelle usine, nous le publions - même si nous ne connaissons pas l'issue des discussions. Pourquoi faisons-nous tout cela ? Parce que nous voulons que le peuple sache que des discussions sont en cours qui amèneront la prospérité.

SACHONS NE PAS DEPENDRE DE L'ARGENT POUR NOTRE DEVELOPPEMENT.

Il est insensé de dépendre de l'argent comme moyen le plus important de notre développement lorsque nous ne savons que trop bien que notre pays est pauvre. Il est tout aussi insensé et même plus insensé encore d'imaginer que nous nous servirons nous-mêmes de notre pauvreté en comptant davantage sur des ressources financières extérieures que sur les nôtres. Cela est insensé pour deux raisons :

Premièrement, nous n'obtiendrons pas l'argent. Il est vrai qu'il y a des pays qui peuvent et voudraient bien nous aider. Mais il n'y a pas de pays au monde qui est prêt à nous faire des dons ou des prêts, ou à établir des industries au point où nous serions capables de réaliser tous nos projets de développement. Il y a au monde tant de pays dans le besoin. Et même si tous les pays prospères étaient prêts à aider les pays dans le besoin, l'assistance ne suffirait pas encore. Mais en tout cas, les nations prospères n'ont pas accepté la responsabilité de combattre la pauvreté dans le monde. Même à l'intérieur de leurs propres frontières, la pauvreté existe encore, et les riches ne donnent pas volontiers leur argent au gouvernement pour aider leurs compatriotes pauvres.

Ce n'est que par les impôts que les gens ont à payer qu'ils le veulent ou non, que l'argent peut être tiré des riches pour aider les masses. Même alors il n'y aurait pas assez d'argent. Quel que soit le poids des taxes que nous ferions supporter aux citoyens de Tanzanie et aux étrangers vivant ici, le revenu que nous en tirerons ne suffira pas pour faire face au coût du développement que nous voulons. Et il n'y a pas non plus de gouvernement mondial qui pourrait taxer les nations prospères pour aider les nations pauvres; et s'il y en avait un, il ne pourrait percevoir des revenus assez éle-

vés pour faire tout ce qui est nécessaire dans le monde. Mais en fait, un tel gouvernement mondial n'existe pas. L'argent ainsi offert par les nations riches aux nations pauvres est un don volontaire, soit par effet de leur bonté, soit dans leur intérêt propre. Tout cela signifie qu'il est impossible à la Tanzanie d'obtenir d'outre-mer assez d'argent pour développer son économie.

Les dons et les prêts mettront en danger notre indépendance.

Secondement, même s'il était possible d'obtenir suffisamment d'argent de sources extérieures pour nos besoins, est-ce bien cela que nous voulons réellement ? Indépendance signifie confiance en soi. L'indépendance ne peut pas être réelle si une nation dépend pour son développement des dons et des prêts d'autrui. Même s'il y avait une ou des nations prête à nous donner tout l'argent dont nous avons besoin pour notre développement, il serait imprudent d'accepter une telle aide sans nous demander dans quelle mesure elle affecterait notre indépendance et précéderait notre survie en tant que nation. Des dons qui accroissent notre propre effort ou agissent comme catalyseurs sont valables. Par contre des dons qui pourraient affaiblir nos propres efforts ou nous en détourner ne devraient pas être acceptés avant que nous nous soyons posés un certain nombre de questions.

Il en va de même pour les prêts. Il est vrai que les prêts sont préférables aux dons "libres". Un prêt se conçoit pour accroître nos efforts ou pour rendre ces efforts plus fructueux. Une condition pour obtenir un prêt est de démontrer comment vous allez le rembourser. Cela veut dire que vous devez prouver votre intention d'utiliser le prêt avec profit et serez ainsi capable de le rembourser.

Même les prêts ont leurs limites. Il faut prendre en considération la capacité de remboursement. Lorsque nous empruntons de l'argent à d'autres pays, ce sont les Tanzaniens qui le remboursent. Et comme nous l'avons déjà affirmé, les Tanzaniens sont pauvres. Ce ne serait pas aider les Tanzaniens que de les enchaîner avec de gros emprunts dont le remboursement serait au-dessus de leurs moyens, mais les faire souffrir. C'est même pire quand les emprunts qu'ils ont à rembourser n'ont pas bénéficié à la majorité, mais à une petite minorité seulement.

Qu'en est-il des entreprises des investisseurs étrangers? C'est vrai que nous avons besoin de ces entreprises. Nous sa-

vons même publié un acte du parlement protégeant les investissements étrangers dans ce pays. Notre but est de faire sentir aux investisseurs étrangers que la Tanzanie est un bon endroit, où investir, parce que les investissements seront sûrs et profitables et que les profits peuvent être sortis du pays sans difficulté. Nous espérons obtenir de l'argent par cette méthode. Mais nous ne pouvons en obtenir assez. Même si nous étions capables de convaincre des investisseurs et des sociétés étrangères d'entreprendre tous les projets et programmes de développement économique dont nous avons besoin, souhaitons-nous que cela se produise actuellement ?

Si nous avions pu attirer des investisseurs d'Afrique et d'Europe pour venir faire démarrer toutes les industries et tous les projets de développement économique dont nous avons besoin dans ce pays, pourrions-nous agir ainsi sans nous poser des questions ?

Pourrions-nous accepter d'abandonner l'économie de notre pays à des mains étrangères qui emporteraient les bénéfices dans leur pays d'origine ? Ou à supposer qu'elles n'insistent pas sur le rapatriement des bénéfices, mais décidaient de réinvestir en Tanzanie, pourrions-nous vraiment accepter cette situation sans nous demander de quels désavantages notre nation aurait à pâtir ? Cela permettrait-il de bâtir le socialisme dont nous avons dit qu'il est notre objectif ?

Comment pouvons-nous dépendre de dons, prêts et investissements de compagnies et de pays étrangers sans mettre en péril notre indépendance ? Les Anglais ont un proverbe qui dit : "Qui paie la cornemuse donne le ton". Comment pouvons-nous dépendre de compagnies et de gouvernements étrangers pour la plus grande partie de notre développement sans céder à ces gouvernements et pays une grande partie de notre liberté d'agir comme bon nous semble ? La vérité est que nous ne le pouvons pas. Répétons-le. Nous avons commis une erreur en choisissant l'argent - quelque chose que nous n'avons pas - comme grand moyen de notre développement. Nous commettons une erreur en pensant que nous obtiendrons de l'argent de la part d'autres pays ; premièrement parce qu'en fait nous n'obtiendrons jamais assez d'argent pour notre développement économique ; et secondement parce que même si nous pouvions obtenir tout ce dont nous avons besoin, une telle dépendance d'autrui mettrait en péril notre indépendance et notre capacité de choisir notre propre politique.

NOUS AVONS TROP MIS L'ACCENT SUR LES INDUSTRIES.

A cause de l'importance que nous avons attachée à l'argent, nous avons commis une autre grave erreur. Nous avons trop mis l'accent sur les industries. Exactement comme nous avons dit : "sans argent, pas de développement", nous sem-blons dire aussi, "les industries sont la base du développement, sans industries, pas de développement". C'est vrai. Le jour où nous aurons quantité d'argent, nous pourrions dire que nous sommes un pays développé. Nous pourrions dire : "Lorsque nous avons commencé nos plans de développement, nous n'avons pas assez d'argent et dans cette situation, il nous était difficile de développer le pays aussi vite que nous le souhaitons. Aujourd'hui, nous sommes développés et nous avons assez d'argent". Cela veut dire que notre argent nous est devenu un développement. De même, le jour où nous serons devenus industrialisés, nous pourrions dire que nous sommes développés. Le développement nous aura rendus capables d'avoir des industries. La faute que nous commettons est de penser que le développement commence avec les industries.

C'est une erreur parce que nous n'avons pas les moyens d'installer de nombreuses industries dans notre pays. Nous n'avons ni les finances nécessaires, ni les connaissances techniques. Il ne suffit pas de dire que nous devons emprunter les moyens financiers et les techniques des pays étrangers pour venir installer et faire démarrer les usines. La réponse à cela est la même que nous donnions plus tôt, à savoir que nous ne pouvons obtenir assez d'argent et engager assez de techniciens pour faire démarrer toutes les usines dont nous avons besoin. Et même si nous pouvions obtenir l'assistance nécessaire, la dépendance qui en découle pourrait menacer notre socialisme. La politique consistait à inviter une série de capitalistes à venir établir des industries dans notre pays pourrions-nous réussir à nous donner toutes les industries dont nous avons besoin, mais elle réussissait aussi à retarder l'institution du socialisme, à moins que nous n'ayons que nous ne pouvons pas édifier le socialisme sans d'abord passer par le capitalisme.

PRENIONS ATTENTION AUX PAYSANS.

L'accent que nous avons mis sur l'argent et les industries a fait que nous avons concentré nos efforts sur le développement urbain.

Nous reconnaissons que nous n'avons pas assez d'argent pour apporter à chaque village le genre de développement qui pro-

l'interdit à chacun. Nous savons aussi que nous ne pouvons pas établir une industrie dans chaque village et par ce moyen élever les revenus réels des habitants. Pour ces raisons, nous dépensons la plus grande partie de notre argent dans les zones urbaines et nos industries sont établies dans les villes. Encore que la plus grande partie de l'argent que nous dépensons dans les villes provient de prêts. Qu'il soit utilisé pour construire des écoles, des hôpitaux, des maisons ou des fabriques, etc., il doit toujours être remboursé. Mais il est évident qu'il ne peut pas être remboursé simplement avec l'argent provenant du développement industriel et urbain. Pour rembourser les prêts, nous devons nous servir de monnaies étrangères qui proviennent de la vente de nos produits. Mais nous ne vendons pas encore nos produits industriels sur les marchés étrangers, et, de plus, ce n'est pas avant longtemps que nos industries produiront pour l'exportation. Le but principal de nos nouvelles industries est de se substituer à nos importations, c'est-à-dire de produire des objets qu'il nous fallait jusqu'à présent importer de l'étranger.

C'est pourquoi il est évident que la monnaie étrangère qui va nous servir au remboursement des prêts de développement urbain ne viendra pas des villes ou des industries. Où alors allons-nous nous la procurer ? Nous la tirerons des villages et de l'agriculture. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que les gens qui profitent directement du développement engendré par l'argent emprunté ne sont pas ceux qui remboursent les prêts. La plus grande partie des prêts sera dépensée dans ou pour les zones urbaines, mais la plus grande partie du remboursement sera produite par les efforts des cultivateurs.

Ce fait devrait toujours être présent à l'esprit parce qu'il y a différentes formes d'exploitation. Nous ne devons pas oublier que ceux qui vivent en ville peuvent devenir les exploitants de ceux qui vivent à la campagne. Tous nos grands hôpitaux sont dans les villes et ne profitent qu'à une petite partie du peuple Tanzanien. De plus si nous les avons bâtis avec des emprunts contractés hors de l'Inde, ce sont les ventes outre-mer des produits des paysans qui procurent les devises étrangères nécessaires au remboursement. Ceux qui ne retirent pas le bénéfice des hôpitaux supportent précisément la lourde charge du remboursement. Les routes asphaltées se trouvent principalement en ville et sont d'une utilité particulière pour les propriétaires de véhicules. Ici encore, si nous avons construit ces routes avec des prêts,

c'est encore le cultivateur qui produit les marchandises qui serviront à les rembourser. Et qui plus est, les devises étrangères avec lesquelles les voitures sont achetées proviennent aussi de la vente des produits des cultivateurs.

De même, les lampes électriques, les conduites d'eau, les hôtels et d'autres éléments du développement moderne se trouvent surtout dans les villes. La plupart ont été construits grâce à des prêts et ce ne sont pas les cultivateurs qui pour la plupart du temps en profitent, bien qu'ils aient à les payer par l'intermédiaire des devises étrangères résultant de la vente de leurs produits. Nous devrions toujours penser à cela.

Bien que, lorsque nous parlons d'exploitation, nous pensons habituellement aux capitalistes, nous ne devons pas oublier qu'il y a beaucoup de poissons dans la mer. Ils se mangent les uns les autres, les grands mangent les petits et les petits mangent les plus petits encore. Il y a deux possibilités de diviser les habitants de ce pays. Nous pouvons mettre les capitalistes et les féodaux d'un côté et les cultivateurs et les ouvriers de l'autre.

Mais nous pouvons aussi diviser le peuple entre citoyens d'une part et campagnards de l'autre. Si nous ne prenons pas garde, nous pourrions en arriver à la situation où la réelle exploitation en Tanzanie sera celle des paysans exploités par les citoyens.

LE PEUPLE ET L'AGRICULTURE.

Le développement d'un pays est acquis par le peuple, non par l'argent. L'argent et les biens qu'il représente est le résultat non la base du développement. Les quatre conditions préalables au développement sont les suivantes :

- 1) Les habitants,
- 2) la terre,
- 3) une bonne politique,
- 4) une saine direction (leadership).

Notre pays a plus de 10 millions d'habitants (le recensement de 1967 donne 12,3 millions) et sa surface est de plus de 900.000 km². (plus de 34 fois le Rwanda)

L'AGRICULTURE EST LA BASE DU DEVELOPPEMENT.

Une grande partie des terres de l'Inde est fertile et reçoit de la pluie en suffisance. Notre pays peut récolter toutes sortes de produits agricoles pour la consommation interne et pour l'exportation.

Nous pouvons avoir des cultures vivrières (que nous pouvons exporter si nous les produisons en grandes quantités) tels que maïs, riz, froment, haricots, arachides, etc. Et nous pouvons avoir des cultures industrielles, tels que sisal, coton, café, tabac, pyréthre, etc. Notre terre est aussi bonne pour l'élevage des boeufs, chèvres, moutons et poulets, etc.; nous pouvons tirer des quantités de poissons de nos rivières et de nos lacs ainsi que de la mer. Tous nos cultivateurs sont dans des régions où ils peuvent produire deux ou trois sortes de cultures vivrières énumérées plus haut ou même davantage, et chaque agriculteur pourrait accroître sa production pour obtenir plus de développement ou davantage d'argent. Ainsi parce que le but principal du développement est d'obtenir davantage de nourriture et plus d'argent pour nos besoins, notre but doit être d'accroître la production agricole. C'est en fait la seule voie par laquelle nous pouvons développer notre pays - en d'autres termes, ce n'est qu'en accroissant notre production agricole que nous pouvons procurer plus de nourriture et plus d'argent à chaque Tanzanien.

LES CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT.

a) Travailler avec acharnement. Chacun désire le développement, mais tout le monde ne comprend et n'accepte pas les exigences de base du développement. L'exigence la plus consistante est le travail acharné. Allons dans les villages parler à nos compatriotes et examiner avec eux qu'il leur est possible de travailler davantage. Dans les villes par exemple, les salariés travaillaient normalement 7 1/2 ou 8 heures par jour, et pendant six ou six jours et demi par semaine pendant toute l'année mis à part deux ou trois semaines de congé. En d'autres termes, un salarié travaillait 45 heures par semaine pendant 48 ou 50 semaines par an.

Pour un pays comme le nôtre, c'est vraiment un temps de travail très court. Dans d'autres pays, même ceux qui sont davantage développés que le nôtre, les habitants travaillaient plus de 45 heures par semaine. Il n'est pas normal pour un jeune pays de démarrer avec un nombre d'heures de travail hebdomadaire si bas. Ce qui est normal, c'est de commencer par un nombre élevé d'heures de travail hebdomadaire et de les diminuer au fur et à mesure que le pays devient prospère. En démarrant avec un si petit nombre d'heures et en réclamant même des diminutions d'horaire, nous imitons en fait les pays plus développés. Et nous nous repentirons de cette imitation. Méanmoins les salariés travaillaient 45 heures par semaine et leurs

congés annuels ne dépassaient pas quatre semaines.

Il conviendrait de demander à nos cultivateurs, par-ticulièrement aux hommes, combien d'heures par semaine et combien de semaines par an, ils travaillaient. Beaucoup ne travaillaient même pas la moitié des heures qu'effectuent les salariés. La vérité est que dans les villages, les femmes travaillaient énormément. Parfois elles travaillaient 12 ou 14 heures par jour. Elles travaillaient même le dimanche et les jours fériés. Les femmes des villages travaillaient et les jours fériés. Les femmes des villages travaillaient même bien davantage que n'importe qui d'autre en Tanzanie. Mais les hommes des villages (et certaines femmes des vil-lages) sont en congé pour la moitié de leur vie. Les forces de millions d'hommes dans les villages et de milliers de femmes dans les villes qui, pour le moment, se perdent en bavardage, gaspillent leur temps en dansant et en buvant, sont de grands trésors qui pourraient contribuer à faire progresser le développement de notre pays plus que tout ce que nous pourrions obtenir des pays riches.

Nous ferions quelque chose de très bénéfique pour notre pays si nous allions dans les villages dire à nos compatriotes qu'ils détiennent ce trésor et qu'il dépend d'eux de l'utiliser pour leur propre profit et pour le profit de toute la nation.

b) L'intelligence.

La seconde condition du développement est de se servir de l'intelligence. Un travail acharné sans intelligence ne procurerait pas les mêmes bons résultats que la combinaison des deux. Se servir d'une grande houe au lieu d'une petite, utiliser une charrette tirée par des boeufs au lieu d'une houe ordinaire; utiliser des engrais; employer des insecticides; savoir cultiver l'espèce appropriée à la saison ou au sol; choisir les bonnes graines à semer; connaître le bon moment pour sarcler et planter, etc.; tout cela montre l'usage des connaissances et de l'intelligence. Et tout cela combiné avec un travail acharné pour produire davantage et avec de meilleurs résultats. L'argent et le temps que nous prendrions pour transmettre ces connaissances aux paysans seront mieux utilisés et apporteront à notre pays plus de profit que les importantes sommes d'argent et de temps consacrées à d'autres fins que nous appelons développement.

Ces faits sont bien connus de nous tous. Les parties du plan quinquennal de développement qui sont visées ou dont les

prévisions ont été dépassées sont précisément celles qui ne dépendent que du travail acharné du peuple. La production du coton, café, noix de cacahu, tabac et pyréthre a considérablement augmenté, ces trois dernières années. Mais ce sont là des produits qui sont le fruit d'un travail acharné et d'une bonne direction du peuple, non le fruit de l'utilisation de grandes sommes d'argent.

Bien plus, le peuple, par son propre travail acharné et avec un peu d'aide et de directives a achevé de nombreux projets de développement dans les villages. Les gens ont construit des écoles, des dispensaires, des centres communautaires et des routes; ils ont creusé des puits, des canaux d'adduction d'eau, des diphtanks pour laver et désinfecter les animaux, de petites digues, achevant ainsi différents projets de développement. S'ils avaient attendu l'argent, ils ne pourraient pas encore aujourd'hui se servir de ces commodités.

LE TRAVAIL ACHARNÉ EST LA CLÉ DU DÉVELOPPEMENT.

Certains projets du plan qui dépendent de l'argent marchent bien, mais il y en a beaucoup qui ont été arrêtés et d'autres qui ne pourront jamais être poursuivis par manque d'argent.

Pourtant nous parlons encore d'argent et notre recherche d'argent s'accroît et mobilise presque toutes nos énergies. Nous ne devrions pas diminuer nos efforts pour obtenir l'argent dont nous avons vraiment besoin, mais il serait plus judicieux que nous passions notre temps dans les villages à montrer aux gens comment participer au développement par leur propre effort plutôt que de faire de longs et coûteux voyages à l'étranger en quête d'argent pour le développement. Voilà la vraie manière de faire partager à chacun le développement du pays.

Cela ne signifie aucunement que dès maintenant nous n'avons pas besoin d'argent ou que nous ne voulons pas commencer d'industries ou que nous n'allons pas entreprendre de projets de développement qui requièrent de l'argent. De plus, nous n'affirmons pas que nous n'accepterons pas d'argent d'autres pays ou même que nous n'allons pas chercher ailleurs de l'argent pour notre développement.

Ce n'est pas ce que nous disons. Nous continuerons à avoir besoin d'argent; et chaque année, nous aurons besoin pour les différents projets de développement, de plus d'ar-

gent que ce dont nous avions besoin les années précédentes, parce que c'est là un des signes de notre développement.

Ce que nous affirmons, quoi qu'il en soit, est que dès maintenant nous devons savoir quelle est la base et quels sont les fruits du développement. Entre argent et personnes, il est évident que les personnes et le travail acharné forment la base du développement et l'argent est un des fruits du travail acharné.

Dès maintenant, nous devons nous tenir debout et avancer de notre propre pas plutôt que de considérer ce problème à l'envers. Les industries viendront, l'argent viendra, mais leur base est le peuple et son travail acharné, particulièrement en AGRICULTURE. Voilà le sens de la confiance en soi (self-reliance). C'est pourquoi, nous mettons l'accent sur :

- a) la terre et l'agriculture,
 - b) les personnes, le peuple,
 - c) le socialisme et la confiance en soi (self-reliance) et
 - d) une bonne gestion, direction des affaires (leadership)
- a) La terre

Parce que l'économie de la Tanzanie dépend et continuera de dépendre de l'agriculture et de l'élevage, les Tanzaniens peuvent bien vivre sans dépendre de l'extérieur s'ils exploitent correctement leur terre. La terre est la base de la vie humaine et tous les Tanzaniens devraient en user comme d'un investissement de valeur pour le développement à venir. Parce que la terre appartient à la nation, le gouvernement a à veiller à ce qu'elle soit utilisée pour le bien de toute la nation et non au profit d'un individu ou uniquement d'un petit nombre.

La TANU a la responsabilité de veiller à ce que le pays fournisse assez de nourriture et assez de cultures industrielles pour l'exportation. C'est la responsabilité du gouvernement et des sociétés coopératives de veiller à ce que notre peuple obtienne les outils nécessaires, l'équipement et l'encadrement nécessaire aux méthodes modernes de l'agriculture.

b) Le peuple

Afin d'appliquer judicieusement la politique de confiance en soi, les gens doivent apprendre la signification de la confiance en soi (self-reliance) et sa mise en pratique. Ils doivent arriver à subvenir eux-mêmes à leur alimentation, à leur habillement et à un habitat satisfaisant.

Dans notre pays, le travail doit être objet de fierté et la paresse, l'ivresse, l'oisiveté doivent devenir objets de honte.

Et pour la défense de notre nation, il nous est nécessaire d'être sur nos gardes face aux troubles (stresses) internes dont pourraient se servir des ennemis étrangers dont le but serait de nous détruire. Le peuple devrait toujours être prêt à défendre sa nation lorsqu'il y est appelé.

c) Une saine politique

Les principes de notre politique de confiance en soi vont de pair avec notre socialisme. Afin de prévenir l'exploitation, il est nécessaire que chacun travaille et vive de son propre travail. Et afin de distribuer équitablement le produit national, il est nécessaire que chacun travaille au maximum de ses possibilités. Personne ne devrait aller séjourner pour une longue période dans sa famille sans travailler parce que ce faisant il exploiterait sa parenté. De même, il ne devrait être permis à personne de fâner dans les villes ou les villages sans faire un travail qui le rendrait capable d'être autonome, confiant en lui (self-reliant) sans exploiter sa parenté.

La TANU croit que quiconque aime sa nation a le devoir de la servir en coopérant avec ses compatriotes à la construction du pays pour le bien de tout le peuple de Tanzanie. Afin de maintenir notre indépendance et la liberté de notre peuple, nous devons ne compter que sur nous-mêmes (être self-reliant) dans tous les domaines possibles et éviter de dépendre de l'assistance d'autres pays. Si chaque individu ne compte que sur lui (est self-reliant), la cellule de dix maisons ne comptera que sur elle-même; si toutes les cellules de dix maisons ne comptent que sur elles-mêmes, tout le quartier ne comptera que sur lui-même; et si les quartiers ne comptent que sur eux-mêmes, le district ne comptera que sur lui-même. Si tous les districts ne comptent que sur eux-mêmes, la région à son tour ne comptera que sur elle-même et si les régions ne se fient qu'à elles-mêmes, alors toute la nation se suffira à elle-même et c'est là notre but.

d) Une bonne direction

La TANU reconnaît l'urgence et l'importance d'une bonne direction. Mais nous n'avons pas encore mis sur pied une formation systématique pour nos leaders; il est nécessaire, que les quartiers généraux de la TANU préparent main-

tenant un programme de formation pour tous les leaders - du niveau national au niveau des cellules de dix maisons - en sorte que chacun d'eux comprenne notre politique économique. Les leaders doivent montrer un bon exemple au reste du peuple par leur vie et toutes leurs activités.

QUATRIEME PARTIE : LA QUALITE DE MEMBRE DE LA TANU.

Depuis la fondation du parti, nous avons attaché une grande importance à avoir le plus grand nombre possible de membres. C'était là une juste politique durant la lutte pour l'indépendance. Mais maintenant le comité exécutif national pense que le temps est venu de mettre davantage l'accent sur la foi de notre parti et sur sa politique socialiste.

On devrait adhérer à cette partie de la constitution de la TANU qui traite de l'admission d'un membre et si l'on découvre qu'un homme ne paraît pas accepter la foi, les objets, les règles et règlements du parti, il ne devrait pas être accepté comme membre.

En particulier, il ne faudrait pas oublier que la TANU est un parti de paysans et d'ouvriers.

CINQUIEME PARTIE

C'est pourquoi le comité exécutif national, en conférence au centre communautaire d'Arusha du 26.1.67 au 29.1.67 a pris la résolution suivante :

a) La direction

1. Chaque leader de la TANU et du gouvernement doit être soit paysan soit un travailleur et ne doit en aucun cas être lié aux pratiques du capitalisme et du féodalisme.
2. Aucun leader de la TANU ou du gouvernement ne doit détenir des parts dans aucune compagnie.
3. Aucun leader de la TANU ou du gouvernement ne doit occuper un poste de direction dans aucune entreprise privée.
4. Aucun leader de la TANU ou du gouvernement ne doit recevoir deux salaires ou plus.
5. Aucun leader de la TANU ou du gouvernement ne doit posséder des maisons qu'il loue à d'autres.
6. Pour les buts de cette résolution, le terme "leader" doit comprendre les postes suivants :

membres du comité exécutif national de la TANU;

les ministres;

les membres du parlement;

les principaux officiels des organisations affiliées à la TANU;

les principaux officiels des organisations para-statales; tous ceux qui ont été nommés ou élus sous quelque clause de la constitution de la TANU que ce soit; les conseillers; et les fonctionnaires des cadres moyens et supérieurs.

(Dans le contexte, "leader" signifie un homme ou un homme et son épouse; une femme ou une femme et son époux.)

b) Le Gouvernement et les autres institutions

1. Révisite le Gouvernement pour les pas accomplis en vue de l'instauration du socialisme.

2. En appelle au Gouvernement pour qu'il entreprenne d'autres démarches en vue de l'instauration du socialisme comme décrit en seconde partie de ce document sans attendre une commission présidentielle sur le socialisme.

3. En appelle au Gouvernement pour qu'il mette l'accent, en préparant ses plans de développement, sur la capacité de ce pays à prendre en charge les plans plutôt que de dépendre de prêts étrangers et d'accords comme cela a été fait pour l'actuel plan quinquennal de développement. Le comité exécutif national décide aussi que le plan devrait être amendé de telle sorte qu'il concorde avec la politique de confiance en soi, d'autosubsistance.

4. En appelle au Gouvernement d'entreprendre une action destinée à assurer que les revenus des ouvriers du secteur privé ne soient pas trop différents de ceux du secteur public.

5. En appelle au Gouvernement pour qu'il attache une grande importance aux entreprises qui élèveraient le niveau de vie des paysans et de la communauté rurale.

6. En appelle au MUTA (National Union of Tanzanian Workers), aux coopératives, au TAPA, UWT (Union of Women of Tanzania), TYL (Tanzanian Youth League) et à d'autres institutions du Gouvernement pour qu'ils progressent dans l'instauration du socialisme et de l'autosubsistance (confiance en soi).

c) La qualité de membre

Les membres doivent recevoir un enseignement complet sur l'idéologie du parti en sorte qu'ils puissent la comprendre et ils doivent toujours se rappeler l'importance de vivre conformément à ces principes.

J.K. NYERERE

Comment concevoir la paix pour qu'elle règne aujourd'hui ?

Depuis que les hommes existent, ils sont en quête de la paix. Aujourd'hui, plus que jamais, ils déploient d'une façon particulière leurs énergies pour lui trouver une assise de plus en plus stable. La marque la plus tangible, la plus expressive et la plus parlante de l'effort des hommes pour arriver à une paix durable est l'O.N.U. avec ses multiples ramifications comme le "Conseil de sécurité", l'"Unesco", la "FAO", etc. Ces ramifications de l'O.N.U. nous donnent une idée de l'étendue de la recherche entreprise pour arriver à une vraie paix; et nous pouvons déjà dire que la vraie paix est et sera celle qui englobe tous les secteurs de la vie de l'homme, seul ou en société.

Mais qu'est-ce que cette paix ? Est-ce une absence de guerre ? Est-ce une élimination de la faim ? Est-ce un progrès technique ou une généralisation de l'enseignement ? La paix est-elle possible ? Comment y travailler ? Voilà les points que nous voudrions aborder. Puisque jusqu'à maintenant le monde n'a pas encore réalisé sa paix, et la preuve en est partout, au Moyen-Orient, au Vietnam, au Cambodge, et que pour arriver à cette paix il va falloir des années, des années d'adaptation, des années de maturité pour certains concepts, certaines organisations, nous allons au moins essayer de dégager le sens dans lequel il faudrait travailler pour réaliser cette paix.

Plus haut, il était question de savoir si la paix est une absence de guerre, une élimination de la faim, un progrès technique ou une généralisation de l'enseignement. Tous ces éléments constituent un facteur capital; mais pour être

entière, la paix doit être plus profonde et aller plus loin. Elle ne doit pas être une idée vague ou un rêve de l'humanité, mais elle doit se concrétiser dans la vie de tous les jours, dans les rapports d'"homme à homme", dans les rapports d'"homme à Etat" et dans les rapports d'"Etat à Etat".

Ensuite, chacun se retirait et le vaincu payait la note. C'était fini, on n'allait pas plus loin.

Pour être vraie, la paix doit partir des consciences des hommes avant de se mettre en traités.

Durant et après la guerre du Biafra, le monde entier se mit en branle pour apporter vivres et médicaments, médecins et autres secours de première nécessité aux civils. Parmi ces secours, il y avait aussi des armes. On peut dire qu'il n'arrivera pas à la paix en faisant la guerre.

●●●

Mais quel est le principe qui doit diriger notre travail ? A-t-il doit être au coeur de notre recherche pour la paix, c'est l'absence tout, le plus grand danger pour la paix, c'est l'absence même et notre égoïsme qui nous rend aveugles et sourds devant les besoins et les interpellations des autres. Il faut avant toujours se demander : quels sont les droits de l'autre ; et il faut avoir l'humilité de se laisser parfois frustrer et d'accepter des compromis équitables dans la défense de nos principes.

Cette paix allie l'économique et le politique, le social et le culturel et tout cela pour le bien-être de l'homme, pour l'épanouissement de la personnalité humaine.

Qu'est-ce que le développement ?

Tout le monde parle aujourd'hui de "développement". Nous entendons ce mot à la radio, à la télévision; nous le trouvons dans les journaux, les magazines. Nous remarquons que souvent les politiciens et les gens des grandes institutions telles que l'O.N.U., l'Unesco, l'O.I.T., utilisent ce mot. Nous devenons un peu sceptiques à force d'entendre parler autant du développement et de voir si peu de progrès.

sés, c'est-à-dire qu'ils doivent s'industrialiser davantage, avoir davantage d'écoles, de connaissances techniques, plus d'argent pour investir, une meilleure alimentation, une meilleure hygiène, etc. Beaucoup pensent que l'action pour le développement signifie que les populations des pays industrialisés doivent "aider" les autres pays à "rattraper" en donnant une quelconque aide financière.

LE DEVELOPPEMENT VU PAR LES DELEGUES.

Au Conseil international de Beyrouth, un des carrefours aborda l'idée du développement. Voici ce qui fut dit : "Il semble que, dans différents pays, il y ait deux situations, à première vue différentes, mais qui produisent le même effet de sous-développement."

Ainsi à Porto Rico, les gens ont beaucoup d'argent (2 à 3 \$ par heure), mais font partie du système capitaliste; beaucoup se droguent, etc. Tandis qu'au Tchad ou en République Centrafricaine, ils n'ont même pas un dollar par jour et n'ont pas assez pour vivre dignement".

Résumant tout ce qui a été dit au cours de la discussion, Carl (un des participants) distingua trois éléments essentiels pour le développement :

- respect de chaque personne en tant que personne,
- éveil des travailleurs à une prise de conscience de leurs droits et à la solidarité avec les autres travailleurs,
- situation économique qui assure à chacun un minimum vital pour vivre convenablement.

Nous avons cherché à définir le développement et suggéré ceci : "Le développement est un état de relative évolution qui donne aux peuples et aux individus les moyens matériels et l'indépendance spirituelle nécessaires à leur épanouissement en tant que personnes dans une communauté une".

Nous avons également dit que quand nous parlons de développement, nous parlons "d'être plus" et non "d'avoir plus". Car souvent, "avoir plus" signifie "être moins".

Cette synthèse de carrefour nous donne quelques-uns des éléments essentiels de ce que nous entendons par "développement" :

L'homme est le centre du développement. Le développement du monde vise le salut des personnes.

- Le développement ce n'est pas seulement obtenir un niveau matériel de vie qui donne aux gens plus d'argent et de biens matériels, mais c'est conduire les hommes à se développer intellectuellement, moralement, culturellement et spirituellement. Il s'agit d'être plus et non d'avoir plus.
- C'est quelque chose qui n'est jamais achevé, mais doit toujours continuer.
- On ne peut développer une autre personne. Chacun doit se développer soi-même. Chaque personne et chaque peuple doivent pouvoir choisir la façon dont il fait faire ce développement.
- Pour un développement authentique, il doit y avoir une vraie solidarité entre les peuples.
- Des changements sont nécessaires dans le monde pour qu'il y ait une "nouvelle société" au sein de laquelle l'homme nouveau puisse s'épanouir.

QU'ENTEND-ON PAR HOMME NOUVEAU ?

Quels types de changements sont nécessaires dans le monde ? Quelle est la place du jeune travailleur dans tout cela ? Nous ne sommes pas des experts en économie ou en sociologie. Nous ne sommes pas des politiciens ou des intellectuels. Nous sommes des jeunes travailleurs qui cherchons à voir comment prendre notre place dans notre propre développement, dans celui de nos amis, de notre communauté, de notre peuple. Mais pour cela, nous avons besoin de voir où nous allons.

Quel type de société voulons-nous construire ?

Nous croyons dans le type d'homme que voici : un homme qui puisse devenir pleinement lui-même, c'est-à-dire :

- un homme qui puisse aimer,
- qui puisse grandir dans l'amitié;
- qui puisse partager avec les autres;
- qui accepte les autres pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils ont;
- que les autres puissent accepter et connaître;
- qui soit libre de se marier et de fonder une famille.
- Un homme qui puisse être libre et responsable,
- qui puisse prendre des décisions personnelles;
- qui puisse décider de son avenir et prendre sa vie en main;

qui sache que ses décisions personnelles seront respectées par les autres;
qui puisse comprendre sa situation personnelle, les causes de ses problèmes et ce qu'il peut faire pour les dépasser;
qui n'est pas exploité au profit des autres;
qui n'exploite pas les autres à son profit;
qui puisse s'engager et prendre des responsabilités sociales pour le bien de la communauté.

Un homme qui puisse créer,

qui puisse penser par lui-même;
qui puisse utiliser ses dons, son intelligence, sa volonté, sa générosité et son initiative;

qui puisse remplir une tâche dans laquelle il s'épanouisse;

qui puisse créer de nouvelles relations d'amitié entre les hommes;

qui puisse créer de nouvelles structures dans la société;

qui puisse dominer son travail, son milieu;

qui puisse utiliser son temps à connaître les autres, à développer sa compétence, à élargir ses perspectives.

Un homme qui ait conscience de ce qu'il est,

qui puisse se connaître et réfléchir sur lui-même;

qui puisse trouver un sens à sa vie;

qui puisse trouver des réponses aux questions qu'il rencontre;

qui puisse accepter ses limites et même leur trouver un sens;

qui accepte d'avoir besoin des autres, de la communauté, de solidarité;

qui puisse rencontrer Dieu dans sa vie, en lui-même et dans les autres.

Un homme physiquement développé,

qui puisse développer sa santé physique et mentale;

qui puisse faire face à la vie avec courage et dynamisme;

qui puisse avoir suffisamment de repos et de distractions;

qui ait le courage d'être joyeux et optimiste.

Nous croyons dans un homme qui :

n'est plus dominé par l'égoïsme, mais qui est devenu

libre de travailler pour le bien des autres;
se préoccupe de la justice et cherche à créer une société qui soit juste;

- aime la paix, mais qui sait que la paix ce n'est pas seulement l'absence de guerre ou de conflit, mais quelque chose qui commence dans le cœur des hommes qui veulent construire une société juste. "La paix ne peut se limiter à une simple absence de guerre, elle n'est pas le résultat d'un équilibre de forces toujours précaire. Non. La paix, c'est quelque chose qui se construit, jour après jour, à la recherche d'un ordre voulu par Dieu, qui implique une forme de justice plus parfaite parmi les hommes". (Populorum progressio, No 76)

Est-il possible de donner à tous les hommes la chance de devenir ce type d'homme ?

Rêvons-nous quand nous disons que nous voulons un monde dans lequel chaque homme et tous les hommes puissent être libres, responsables et créateurs ? Sommes-nous irréalistes quand nous disons que nous voulons un monde dans lequel chaque peuple puisse choisir son avenir et se développer comme il préfère ?

Ce n'est pas un rêve. C'est une vision de l'homme qui veut être atteinte si les hommes travaillent afin de créer ce monde-là.

Mais il y a de grands obstacles à la liberté de chaque homme et de tous les hommes.

DES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT

Une fille d'Amérique du Sud disait au Conseil, dans un carrefour : "Qu'est-ce que les jeunes travailleurs de mon pays peuvent faire pour le développement, quand on sait que 90 % des usines sont dans les mains des Etats-Unis et de l'Europe ? Que pouvons-nous faire quand on sait les liens solides qui existent entre les riches capitalistes des autres pays et le gouvernement de notre pays ?"

Elle touchait du doigt l'un des grands obstacles au vrai développement aujourd'hui, c'est-à-dire la domination d'un pays par d'autres pays. Durant le Conseil, de nombreux faits ont montré cette domination.

Nous avons constaté que cette domination d'un pays par d'autres s'exerçait de trois façons différentes : par le commerce, par les investissements, par la domination culturelle.

1. Domination par le commerce

Le revenu des pays sous-développés dépend de leurs exportations. Ils exportent, en général, un, deux ou trois produits de base. En Afrique, par exemple, 38 pays dépendent de trois produits. En Zambie, 97 % des recettes d'exportation viennent du cuivre, du zinc et du plomb. Au Rwanda, 90 % des recettes d'exportation viennent du café, de l'étain, de l'or et du thé. Au Congo-Brazzaville, 86 % des recettes d'exportation viennent du bois et des diamants.

Nous constatons la même chose en Asie et en Amérique latine. En Birmanie, le riz représente 93 % des recettes d'exportation; à Ceylan, le thé, 88 %; en Indonésie, le caoutchouc, 85 %; en Colombie, le café, 90 %; en Bolivie, l'étain, 90 %, en Equateur, les bananes, 87 %.

D'un autre côté, les pays industrialisés exportent de nombreux produits : ils ne dépendent pas de quelques-uns. Le problème c'est que les pays sous-développés doivent vendre leurs produits sur le marché mondial qui est contrôlé par les pays industrialisés.

Le prix des produits de base change aussi beaucoup. Par exemple, de nombreux pays industrialisés produisent leurs propres produits de base (ils produisent par exemple le sucre de betteraves au lieu d'importer du sucre de canne) et veillent à ce que leur produit soit meilleur marché que le produit extérieur; souvent les pays industrialisés peuvent produire des produits synthétiques qui remplacent des produits de base des pays en voie de développement. La plus grande partie du commerce est contrôlée par des compagnies qui exploitent les ressources naturelles du pays en voie de développement et ont des usines dans les pays industrialisés.

Pour ces raisons et d'autres encore, les pays en voie de développement n'ont en vérité rien à dire quant au prix de leurs produits qui sont contrôlés par les puissants des autres pays.

Un autre problème, c'est que quand les prix des produits des pays en voie de développement baissent, les prix des biens manufacturés qu'ils doivent acheter montent. Par exemple, entre 1945 et 1965, le prix de vente d'un kilo de café a été multiplié par 15, mais le prix d'achat d'une tonne de ciment a été multiplié par 40 et le prix d'achat d'un camion de 5 tonnes multiplié par 100.

Nous voyons donc que de la manière dont le commerce est actuellement contrôlé, les pays industrialisés peuvent continuer à avancer rapidement, tandis que les pays en voie de développement progressent de plus en plus difficilement. Leur commerce est en fait dominé par d'autres pays.

2. Domination par les investissements

Dans de nombreux pays du tiers-monde, la plupart des plantations, des usines, des mines, etc. appartiennent à des capitalistes d'autres pays. Par exemple, en Amérique Centrale, une compagnie domine six pays qui dépendent du commerce des bananes (Guatemala, Honduras, Equateur, Costa-Rica, Panama et Colombie). Cette compagnie possède ou contrôle 85 % des terrains où les bananes de cette région peuvent être cultivées (sauf en Equateur). Cette compagnie est contrôlée par les Etats-Unis.

La Belgique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne contrôlent 83 % des réserves de cuivre du monde à cause de leurs investissements dans les pays producteurs de cuivre. On ne trouve que 26 % de la production du cuivre dans ces trois pays.

3. Domination culturelle

Il existe un troisième obstacle, peut-être pire, parce qu'il peut détruire les valeurs profondes d'un peuple : c'est la domination culturelle. Elle vise à entraîner la population d'un pays à imiter le mode de vie et à accepter les valeurs des gens d'autres pays plus riches et plus industrialisés. Les pays industrialisés possèdent des disques, des T.V., des films, des magazines, des journaux, dont ils inondent les pays du tiers-monde. Ce sont les grandes agences de presse des pays industrialisés qui contrôlent les nouvelles qui parviennent aux gens. Un mode de vie tout-à-fait occidental est ainsi communiqué aux po-

pulations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique.

Dans les pays en voie de développement, le système d'éducation est souvent importé d'un autre pays.

C'est ainsi que quand nous disons développement, nous ne pensons pas seulement en termes économiques ou politiques. Nous pensons aux personnes. Nous pensons à leur alimentation et à leur logement, à l'hygiène et au travail; mais nous pensons aussi à leur mode de vie. Chaque peuple possède ses valeurs propres, sa culture, sa façon de penser et de sentir, de s'exprimer. Le développement, cela ne veut pas dire imiter un peuple qui a plus d'argent. Cela veut dire le développement de tout ce qui est bon chez les personnes.

Négligence à l'intérieur d'un pays

Il serait faux de dire que tous les obstacles au développement viennent du dehors.

A l'intérieur même des pays, il règne une grande inégalité et l'exploitation des gens. Que pensons-nous, par exemple, de la situation au Pérou, où 24.000 personnes privilégiées jouissent chaque année du même revenu que les 12 millions de personnes qui ne sont pas privilégiées et où 5 % de la population contrôlent 85 % des richesses et où 60 % des terres cultivables appartiennent au 0,1 % de la population?

Que pensons-nous de la distribution inégale de la richesse? Nous pouvons constater de nombreux exemples de semblable inégalité dans de nombreux pays et nous considérons cette inégalité à l'intérieur d'un pays comme un des grands obstacles au développement.

Consommation, racisme, abrutissement

Dans les pays industrialisés, il existe des obstacles énormes au développement des personnes. Que pensons-nous de :

la façon dont les travailleurs sont utilisés pour consumer et produire, sont utilisés simplement en vue du profit?

le manque de responsabilité et d'initiative qui affecte la plupart des travailleurs dans leur vie de tous les jours?

la façon dont de petits groupes de personnes anonymes prennent de plus en plus les décisions?

les préjugés et tensions raciaux, si forts dans les pays industrialisés?

le statut inférieur qui est donné aux immigrés dans les pays appelés développés?

le système qui pousse les gens à la consommation à travers l'influence de la publicité pour qu'ils achètent de plus en plus et fortifient ainsi l'économie?

le travail qui procure argent et confort, mais n'épaule pas le travailleur?

la promotion personnelle qui remplace l'effort d'une lutte commune?

Durant notre campagne mondiale sur le développement, nous devons voir les obstacles au développement des jeunes travailleurs dans les pays industrialisés. Ces obstacles ne sont pas aussi évidents que ceux qui affectent les pays du tiers-monde. Mais, ainsi que le rapport d'un carrefour le faisait remarquer, le sous-développement des personnes peut être tout aussi grave. Les J.O.C. des pays industrialisés devront cerner de très près la question, face au système dans lequel elles vivent et qui offre souvent aux travailleurs confort et prospérité au prix de leur propre développement humain et au prix aussi du développement de leurs frères des autres pays.

CHANGEMENTS NECESSAIRES

De grands changements sont bien sûr nécessaires, si on veut dépasser ces obstacles au développement.

1) Au niveau mondial

Il sera nécessaire que s'effectue un changement complet dans le système de commerce et d'investissements du monde. C'est nécessaire pour permettre :

- à tous les pays d'être libres, de contrôler leurs propres ressources et de participer à égalité à la détermination du commerce et des tarifs sur le marché international;
- à tous les pays d'être libres de décider leur type d'économie, de politique, de société;

l'ouverture du marché mondial pour faciliter l'exportation et la vente des produits des pays en voie de développement;

des clauses du commerce à long terme honnêtes pour les produits des pays en voie de développement;

la disponibilité des ressources (matérielles, en personnel, techniques, d'aide, etc.) pour accélérer le processus de développement; de telles ressources devraient être absolument libres de toutes implications politiques ou économiques.

Il n'appartient pas aux jeunes travailleurs d'apporter des solutions à ce niveau; mais nous avons le droit de connaître la vérité sur le monde dans lequel nous vivons. Nous avons besoin de savoir comment la politique menée par notre pays affecte les travailleurs des autres pays. Nous avons le droit de connaître les causes du sous-développement des peuples et d'exiger que des solutions soient apportées.

2) Dans nos propres communautés

Le développement n'est pas la tâche de quelques politiciens ou experts. C'est la tâche de chaque homme et de tous les hommes ensemble. C'est quelque chose qui doit prendre sa place au sein des familles, des milieux de travail, des écoles, des clubs, des quartiers, des communautés locales. Dans ces petites communautés, nous pouvons apporter des changements :

- la solidarité à la place de l'individualisme;
- l'appropriation du travail, de l'amour, de la famille, des temps libres;
- l'absence de discrimination de race, de religion, de couleur, de culture;
- la conscience des responsabilités et des possibilités;
- la participation aux responsabilités sociales, comme coopératives, syndicats, groupes politiques, organisations de travailleurs ou communautaires;
- l'approfondissement des vraies valeurs culturelles des personnes.

3) Changer les cœurs

Si nous changeons toutes les structures et tous les systèmes du monde et ne changeons pas le cœur des hommes, il n'y aura pas de vrai développement. A

Beirut, nous avons vu clairement que le développement n'est pas une affaire humaine, le développement de personnes humaines vivant dans un endroit déterminé, ressentant l'amour et la crainte, éprouvant des espoirs et des joies.

Changer le monde signifie changer les personnes. L'action pour le développement prend place chaque jour dans notre vie de tous les jours. Quand nous commençons à penser aux autres, à nous soucier de la justice dans notre maison, à prendre des responsabilités dans une organisation communautaire, à devenir conscients des causes profondes des problèmes des travailleurs aujourd'hui, alors nous préparons un monde où le vrai développement est plus proche.

Extrait de "Action" de la J.O.C.,
No 130/1970.

Le troisième plan d'aide du FED au Rwanda

Deux discours ont marqué la réception offerte par le Président de la République à la Mission du Fonds européen de développement, qui séjournerait au Rwanda du 16 au 21 octobre dernier.

Le Président Kaviyanda ne manqua pas d'exprimer la gratitude du pays à l'égard du F.E.D. Il a dit, notamment :

"Tout le monde a remarqué l'attention dont usent fonctionnaires et agents quand ils arrivent en mission au Rwanda.

Cette attention, nous l'apprécions d'autant plus que nous savons bien que c'est grâce à elle qu'ils peuvent connaître la situation réelle du pays, que c'est grâce à elle, également, qu'ils peuvent situer les besoins que nos différents services exposent à la coopération de la Communauté économique européenne et associée".

Prédisant ces besoins, le Président a continué :

"Les principaux grands besoins de ce pays, en cette période, se trouvent sous les chapitres que je ne fais qu'énumérer :

- l'infrastructure électrique que nous voulons avoir sur tout le territoire national;
- l'infrastructure routière, sans laquelle l'économie moderne, dans ce pays, manquerait d'air;
- l'amélioration de l'agriculture, non seulement pour accroître le volume de la production, mais aussi pour transformer les produits de l'agriculture;
- enfin, la formation de cadres techniques valables et dévoués à la promotion de la démocratie, dans l'humanité d'aujourd'hui".

L'autre discours fut prononcé par Monsieur Ferrandi, directeur Général du F.E.D.

Il n'a pas craint d'exprimer "son sentiment de remerciements". Remords de ne pas avoir visité le Rwanda plus souvent et de ne pas avoir consacré à ce pays, dès le début, l'intérêt qu'il méritait. Il a reconnu que, dans le passé, le Rwanda n'a pas eu la dotation requise par ses besoins et son avenir.

Par ailleurs, le directeur général a dit qu'il éprouvait au Rwanda la joie d'une récompense, et que la manière dont les projets sont réalisés au Rwanda, notamment pour la culture du thé, peuvent être donnés en exemple aux autres pays".

Nos lecteurs seront heureux de trouver ci-après des chiffres qui montrent que l'on ne s'est pas contenté de paroles, à l'occasion du passage de cette Mission.

Innocent KARANZA

I. COOPERATION GENERALE

1) Enseignement et Formation

Le Rwanda demande la reconduction de l'aide apportée par le 2ème F.E.D. en restant dans le même ordre de grandeur si possible.

2) Assistance technique non liée aux projets

Il s'agit de l'assistance technique d'ordre général, non liée à des projets spécifiques. C'est la raison pour laquelle elle est mentionnée à part.

Il est prévu 3 unités au Ministère des Travaux Publics et de l'Energie.

La première pour organiser et faire fonctionner le Service de l'Energie. La seconde pour être affectée à la Régie de distribution d'eau et d'électricité pour les questions administratives et financières. La troisième comme fonctionnaire dirigeant des projets F.E.D. En bâtiments civils et routes, l'intervention de firmes privées pour assurer la surveillance directe des grands projets ne réglant pas tous les problèmes administratifs - au niveau du Ministère - qui doivent être confiés à une personne bien au courant des procédures du F.E.D.

Pour le Secrétariat d'Etat au Plan National de Développement, il est prévu 3 unités dont deux sont déjà en place (Etudes et grands projets agricoles, bâtiments civils et routes). La 3e unité est prévue pour participer à l'élaboration avec les départements techniques des projets qui seront financés par le F.E.D.

Pour le Ministère de l'Agriculture, il est prévu également une unité jouant le rôle de fonctionnaire dirigeant pour les projets F.E.D.

3) Foires et marchés

Il s'agit de la poursuite du programme partielier commencé sous le 2ème F.E.D.

4) Formation des cadres des projets agricoles (C.F.C.C.A.) et la Centrale de Service quoique mentionnés

pour mémoire, ne sont pas moins importants que les autres, vu l'impact des grands projets prioritaires sur l'intervention globale du 3ème F.E.D.

II. AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

A. Théiculture

Les projets inscrites (en ce qui concerne le thé) correspondent à l'objectif global d'atteindre au

Rwanda une superficie de 5.000 ha de thé, minimum estimé nécessaire pour que cette culture constitue un véritable élément de diversification.

Deux projets sont très avancés :

Plantation de thé Villagosa autour de Mulindi : 250 ha.

Plantation de 450 ha de thé dans le site Cyohoha-Rukeri - conformément aux recommandations du bureau d'études GRONIMV, il s'agit ici d'un projet mixte.

Les meilleurs terrains sur colluvions seront réservés au thé et la vallée marécageuse sera aménagée pour cultures vivrières. Une usine pilote est également prévue, c'est ce qui explique le doublement du coût estimé dans nos prévisions de février 1970.

Les autres projets se situent sur la Crête Congo-Nil, en altitude élevée pour production de thé de haute qualité. Plusieurs dossiers sont déjà fort avancés, mais il est prévu de demander assistance du F.E.D. pour étudier un dernier projet, après la mise au point de l'étude pédologique préalable par les services du Gouvernement.

En ce qui concerne les usines à thé, n'ont été inscrites que celles intéressant les projets F.E.D. Il a été inscrit également une prolongation de l'assistance technique nécessaire pour la conduite des plantations et des usines.

Quant à l'organisation de la culture du thé et du lyrethre, le Rwanda veut créer le plus tôt possible une organisation centrale s'occupant des problèmes généraux suscités par le développement de ces deux grandes cultures, organisation inspirée de l'expérience des pays de l'Est-Africain et qui existe déjà pour le café.

Un expert du F.E.D. est déjà attaché à l'étude de cette organisation. La demande de financement envisagée est destinée à couvrir l'équipement nécessaire ainsi que les frais d'assistance technique.

B. Elevage

Dans le secteur de l'élevage, il est prévu trois actions pour harmoniser les interventions dans l'élevage en tant que tel et l'élevage.

- a) un équipement vétérinaire et zootechnique
- b) un élevage de porcs à Butare
- c) un élevage de grand bétail au Bugesera.

- Le projet d'élevage du porc comporterait un noyau d'élevage industriel associé à des élevages villageois dispensés dans un rayon déterminé. Ce serait aussi un projet intégré avec abattoir - frigos - préparation de produits divers - utilisation des sous-produits. Une partie de la production serait destinée à l'exportation, principalement au Kivu et éventuellement au Burundi.

Ce projet est suggéré par l'étude Bezy et son intérêt confirmé par le Dr Troquereau de la mission PAO. La localisation initialement proposée par le Prof. Bezi était la région de Cyangugu. Mais il semble que des conditions de loin plus favorables soient concentrées dans la région de Butare et particulièrement à Save. Le projet nécessitera une étude préalable par un expert demandé au F.E.D.

- Le projet de périmètre d'élevage dans le Bugesera lui, trouve son origine déjà lointaine dans les plans initiaux de mise en valeur de la région. Une pré-étude faite par l'I.S.A.R. préconise la création d'un "périmètre d'élevage" de 8.000 ha dans la zone libérée de la tsé-tsé près du lac Cyohoha, les noyaux de bétail étant apportés par les éleveurs eux-mêmes; en même temps il faudra continuer l'action d'éradication de la tsé-tsé par stérilisation des mûles.

C. Développement rural

- 1) Il s'agit d'une mise en valeur des grands marais dans les préfectures de Gitega et Butare. Cette opération nécessitera une action d'animation rurale et d'encadrement des populations concernées.

2) Développement rural en préfecture de Gitega.

Ce projet vise essentiellement une action d'assainissement de la production du café : amélioration de la qualité et des rendements d'une part dans les zones les plus favorables et d'autre part orientation d'autres zones vers des productions plus valables que le café.

Comme une action uniquement café ne serait que d'un intérêt trop limité au point de vue plus général

du développement, l'action café doit être équilibrée par des actions qui intéressent aussi la production vivrière et animale. Le programme complet comporterait donc plusieurs sous-projets dont on peut citer celui qui se rapporterait à l'introduction de l'emploi des engrais et de l'emploi des moyens de protection des semences et des récoltes.

3) Bugesera-Mayaga

L'assistance technique à l'office du Bugesera-Mayaga financée par le 2ème F.E.D. pour deux ans seulement doit être prolongée pour installer les cadres rwandais des paysannats et des coopératives et suivre leur formation, d'autant plus que de nouveaux développements sont prévus. Un nombre limité d'experts assurera la formation des cadres rwandais destinés à cette action.

D'autre part, l'éradication de la tsé-tsé libère de nouvelles zones qu'il est urgent d'occuper pour consolider les résultats obtenus. C'est la raison pour laquelle il est prévu de demander le financement de deux paysannats nouveaux, sans café, orientés vers la production vivrière.

Enfin, l'équipement communautaire doit être complété dans certains paysannats et notamment le système d'adduction d'eau financé par le 2ème F.E.D. est à prolonger dans certains cas vers des zones nouvellement peuplées.

III. ENERGIE

- Le projet principal consiste dans l'exécution du programme entamé sur le 2ème F.E.D. et ne nécessite pas d'être décrit ici d'autant plus que l'urgence et la priorité que le Gouvernement rwandais attache aux problèmes d'électrification sont bien connues. Nous nous permettons de rappeler brièvement qu'il s'agit :
- de la ligne haute tension Kigali-Mururu,
 - des lignes moyenne tension Kigoma-Butare-Gikongoro et Kigoma-Gitarama-Gatumba,
 - de la ligne pour l'usine de thé de Gisekura,
 - de l'usine hydroélectrique de Mukungwa et son raccordement au réseau général.

Les études pour la centrale Ruzizi II sont mention-

nées pour mémoire ainsi que le financement de l'assistance technique régionale étant donné que le financement de ces opérations est à répartir entre les trois pays bénéficiaires.

Quant au projet Gaz méthane Gisenyi, il fait déjà l'objet d'une demande sur le 2ème F.E.D. en ce qui concerne sa première phase. C'est l'exécution de la deuxième phase qui est demandée au 3ème F.E.D.

IV. ROUTES

Route Kigali-Butare - frontière du Burundi

Cette route constitue le deuxième tronçon du grand axe Nord-Sud qui va de la frontière de l'Uganda à celle du Burundi. Le premier tronçon fait l'objet d'une étude financée par le F.E.D. (Electroconsult) et d'une promesse de financement de la BIRD-IDA. Il s'agit maintenant d'achever l'étude du second tronçon et d'inscrire en priorité son exécution. Il y a lieu de signaler que la construction de ce tronçon constitue une valorisation du tronçon Butabura-Akanyaru. Pour les projets : pont Nyabarongo à Gatumba et amélioration de 16 km entre Gatumba et Ruhengeri, les études sont faites ou presque terminées (Etudes Electroconsult).

Quant à la route Cyangugu-Mtendel-Mwaga, pour laquelle un financement en vue de son amélioration est demandé, son importance relève de son insertion dans le contexte théicole créé dans la préfecture de Cyangugu qu'elle dessert.

V. INDUSTRIE

Ici, il s'agit de financement de projets groupés par la Banque de Développement. En effet, beaucoup de projets envisagés sont de petites dimensions et sont malaisés à mettre en route directement par le F.E.D. Celui-ci peut cependant s'y intéresser en fournissant les moyens financiers nécessaires à la Banque de développement, sous forme de soft loans.

VI. EQUIPEMENT SOCIAL

Le premier projet présenté est celui des bâtiments d'une clinique universitaire à Butare, dont l'étude est terminée. Il est prévu également le financement de son équipement.

Pour l'Institut Pédagogique à Butare, le financement prévu sur le 2ème F.E.D. ne prévoit pas l'équipement. Celui-ci est donc demandé au 3ème F.E.D.

Extension de l'enseignement audio-visuel. L'extension des actions de développement rural correspond dans les régions concernées à une nécessité accrue d'éducation de la population pour la rendre plus apte à participer à son développement. L'enseignement audio-visuel, à ses débuts au Rwanda, semble particulièrement adapté à ce rôle, plus que l'enseignement traditionnel. En outre, une organisation d'enseignement audio-visuel peut supporter des actions massives d'éducation rurale.

Trois centres artisanaux ruraux. Ce projet vise à récupérer les enfants qui abandonnent l'école après leur sixième année primaire et à leur donner une formation rurale pratique en vue de revaloriser le travail de la terre et à les y fixer.

Aménagement d'un quartier à Kigali - Kimihurura. L'aménagement d'un nouveau quartier urbain de Kigali est demandé parce que Kigali est une capitale récente dont le développement est extrêmement rapide et dépasse les moyens locaux. La combinaison avec un projet d'habitat social patronné par la Banque de développement rendrait le projet encore plus valable et plus complet, c'est pour cela que la demande de financement est inscrite via la Banque de développement pour organiser le crédit à l'habitat. Une étude préliminaire a été établie par les services gouvernementaux.

Équipement administratif. Le manque de bâtiments administratifs à Kigali (capitale du Rwanda) nous pose des difficultés de tous ordres. Aussi, il est prévu un financement sur le 3ème F.E.D. en vue de pallier à cette carence qui place l'administration dans des conditions de travail impossibles.

PROGRAMME D'INTERVENTION DU 3ème F.E.D.

Projets

Évaluation totale en millions de frs rw.

I. COOPERATION GÉNÉRALE		
1. Enseignement et formation	150	
2. Assistance technique non liée aux projets	120	
- Minitrablos	3 unités	
- Secrétariat	3 unités	
- Mitreri	1 unité	
3. Foires et marchés	10	
4. Formation des cadres des projets agricoles (C.F.C.C.A.)	p.m.	
5. Centrale de service	p.m.	
	soit total	280
II. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL		
A. Théiculture		
- Extension plantation villageoise Mulindi	30	
- Projet mixte Gyochoha-Rukeri	250	
- Projet Mata	200	
- Usine Gisakura	70	
- Usine Mulindi II	70	
- Assistance technique	20	
- Organisation de la théiculture	30	
B. Elevage		
- Équipement vétérinaire et zootechnique	50	
- Elevage du porc à Butare	40	
- Elevage au Bugesera	40	
C. Développement rural		
- Mise en valeur des grands marais à Butare-Gitarama	100	
- Développement rural en préfecture de Gitarama	100	
- Bugesera-Mayaga	80 (plafond)	
- Reconduction assistance technique O.B.M.	30	
- Extension périmètre Bugesera	50	
- Adduction d'eau		
	soit total	1.120

III. ENERGIE

- Ligne haute tension Kigali-Mururu et lignes moyenne tension Kigoma-Butare-Gikongoro et Kigoma-Gitarama-Gatumba
- Ligne usine thé Gisakura
- Usine hydroélectrique de Mukungwa et raccordement au réseau
- Assistance technique
- Gaz méthane Gisenyi
- Etudes centrale Ruzizi II
- Assistance technique régionale

soit total 1.615

IV. ROUTES

- Etude et exécution route Kigali-Burundi
- Pont Gatumba
- 16 km Gatumba
- Amélioration Gyangugu-Viendemi

soit total 1.115

V. INDUSTRIE

- Projets industriels groupés

soit total 100

VI. EQUIPEMENT SOCIAL

- Clinique universitaire
- Equipement I.P.N.
- Enseignement audio-visuel
- 3 centres artisanaux ruraux
- Aménagement d'un quartier de Kigali (Kimihurura)
- Equipement administratif

soit total 450

TOTAL GENERAL 4.680

Dites aux prêtres qu'ils ne parlent pas aux gens légèrement de la souffrance... Ils ne savent pas ce que c'est...

Cardinal VUILLIOT, pendant son agonie.

Retraites au foyer de charité de Remera-Luhondo

RETRAITES DE L'ANNEE 1971

Les retraites de chrétienté ou du "peuple de Dieu" sont données au Foyer de Charité de la Vierge des Pauvres et s'adressent à tous ceux qui éprouvent le besoin de paix spirituelle, de recueillement, de découverte du Dieu d'amour et de vie.

Ces retraites s'appellent de "chrétienté" ou de "peuple de Dieu", parce qu'elles accueillent **ENSEMBLE**, dans une expérience vécue de fraternité avec le Christ sous l'influence de l'Esprit-Saint, des personnes de toute race, de tout âge, de toute condition, des hommes, des femmes, des jeunes gens, des jeunes filles, des fiancés, des prêtres, des religieux.

Pendant six jours, un enseignement doctrinal et synthétique qui vise à ne pas séparer la doctrine de la vie, est donné à tous, dans la présence vivante et agissante du divin Maître et de la Vierge Marie.

Le silence qui favorise le repos, le recueillement est observé pendant toute la retraite. Le dernier jour est un jour d'unité et d'échanges fraternels. Les retraites se font dans le cadre admirable de Remera-Luhondo, un des plus beaux coins du Rwanda.

I. RETRAITES FONDAMENTALES

Elles sont dites "fondamentales" parce qu'elles présentent les éléments de base de la connaissance du Christ et sont consacrées à la rencontre avec Lui et à la découverte du dessein d'Amour de Dieu. Elles repartissent donc en SIX jours cet enseignement de l'Eglise, face aux problèmes actuels. Ces retraites sont toutes prêchées par l'Abbé G. Claessens, Père du foyer de Charité.

II. RETRAITES D'APPROFONDISSEMENT

Elles sont, en principe, réservées aux personnes qui ont déjà suivi une retraite fondamentale. Données également dans un climat de silence et de fraternité.

elles offrent un enseignement plus approfondi et visent à rendre familière et aisée la lecture des livres saints et des documents de l'Eglise. Elles sont prêchées soit par le Père du Foyer, soit par un prêtre collaborateur du Foyer.

PROGRAMME DES RETRAITES I ET II

1. 18 janvier au 24 janvier par le Père Claessens (I)
2. 15 février au 21 février " " " "
3. 15 mars au 21 mars " " " "
4. 5 avril au 11 avril " " " "
5. 12 avril au 18 avril " " Père Claessens (I)
6. 17 mai au 23 mai " " " "
7. 14 juin au 20 juin " " " "
8. 5 juillet au 11 juillet " " " "
9. 19 juillet au 25 juillet (St Jean, VI à XIII)
10. 2 août au 8 août par le Père Claessens (I)
11. 9 août au 15 août " " " "
12. 16 août au 22 août par le Père Claessens (I)
13. 23 août au 29 août " " " "
14. 6 septembre au 12 septembre " " " "
15. 20 septembre au 26 septembre " " " "
16. 7 novembre au 13 novembre St Jean, VI à XIII
17. 6 décembre au 12 décembre retraite sacerdotale
18. 26 décembre au 1er janvier par le Père Claessens (I)

N.B. Le mois d'octobre est réservé au Foyer.

BULLETIN DE DEMANDE D'INSCRIPTION (à détacher et à renvoyer au Foyer)

N. Mme Melle..... (nom en capitales)
 Né(e) le..... Profession.....
 Adresse complète.....

désire participer à la retraite No..... du..... au.....
 Avez-vous déjà participé à une retraite à Remera ?
 dans un autre foyer ?

SIGNATURE.....

III. WEEK-END DE REFLEXION

1. du 30 avril au 2 mai Thème : Virginité-Chasteté : perspectives d'avenir
2. du 29 mai au 31 mai (déjà réservé aux Equipes enseignantes)
3. du 30 octobre au 1er novembre Thème : Que veut dire aujourd'hui une Eglise missionnaire.

N.B. Ces journées de réflexion commencent au jour indiqué, à 18.00 h. par une célébration eucharistique et leurs animateurs sont désignés ultérieurement.

IV. RECOLLECTIONS DE GROUPES

Le Foyer accueille volontiers, à des dates proposées par les intéressés eux-mêmes pour leur recollection, des équipes d'action catholique ou apostolique, des groupes paroissiaux, des groupes de religieux, de religieuses, de prêtres, de ménages, des groupes de moniteurs ou de monitrices, des fiancés, des étudiants, des étudiantes. Les dates sont fixées d'entente avec le Foyer. Le groupe peut, bien sûr, choisir son prédateur.

V. RETRAITES SUPPLEMENTAIRES

Pour un groupe de 12 à 15 personnes, il est possible de réserver une retraite supplémentaire à une date à convenir avec le Foyer. Ceci intéresse les retraités de classes terminales, des groupes qui choisissent leur prédicateur et qui désirent venir faire leur retraite dans le cadre du Foyer.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Age d'admission : 18 ans au moins.
 Durée des retraites : six jours. Ouverture par la célébration eucharistique, le soir du jour indiqué, à

18.00 h. Clôture : le dernier jour, après le repas familial de midi.

Objets à apporter : Une paire de draps (ou pagnes), serviettes de toilette et de table, savon, une lampe de poche, pull-over ou lainage, carnet pour notes.

Frais de séjour : laissés à la discrétion des retraités. Chacun acquitte sa part selon ses réelles possibilités dans le tronç placé à cet effet dans la salle de séjour. Tous ceux qui désirent faire une retraite doivent pouvoir séjourner au Foyer sans que leur situation financière soit un obstacle. La retraite n'est pas un luxe mais elle peut être l'événement de l'année (ou de la vie) permettant de reprendre souffle dans l'Esprit. Toutefois, à titre indicatif, l'estimation moyenne des frais de séjour comporte six jours à 200.- frs rw. par jour.

Accès au Foyer de Charité. Le Foyer de Charité du Rwanda est situé sur le lac Ihondo, dans la préfecture de Ruhengeri. Pour y accéder, en venant de Kigali, on quitte la nationale au marché de Kivuruga et l'on suit les flèches indiquant le Foyer de Charité de Remera-Ihondo. En venant de Ruhengeri, on quitte la nationale à quelque 6 kms de Ruhengeri, dans la direction de Rwaza, et l'on s'engage, après le pont en béton, sur le circuit des lacs, en suivant les flèches du Foyer de Charité. La distance de Kigali au Foyer est de 100 km; la distance de Ruhengeri au Foyer est de 20 km.

Après le passage de l'Abbé Pierre

Vendredi 15 janvier - 20 heures 15.

Devant une salle comble, assez jeune en moyenne, un homme va parler, un prêtre qui a déjà marqué de sa personnalité bien des routes.

A peine a-t-il commencé à s'adresser à son public que celui-ci oublie le temps, et vibre aux accents profondément humains dont sont marquées ses paroles.

Pendant cette soirée, tous les auditeurs ont partagé, par le témoignage empreint de modestie de celui qui l'a vécu, une vie toute donnée aux autres et marquée par la devise : "Servir premier le plus souffrant". Beaucoup se sont remis en question, bouleversés par ce qu'ils venaient d'entendre. Nous avons cru bon de nous faire l'écho de quelques-unes de leurs réactions.

"Ce qui m'a frappé dans la conférence de l'Abbé Pierre, c'est surtout la simplicité de ses paroles, ce qui met ses actes en valeur; c'est cette simplicité qui m'a confirmé que tout ce qu'il disait était pleinement réel". "... Comment exprimer ce que cette soirée nous a apporté ? Notre cerveau ne s'est pas enrichi de savants raisonnements logiques, mais notre cœur a reçu une lumière nouvelle..."

Le témoignage de vie de l'Abbé Pierre nous a délogés de la tranquille conscience de notre supériorité, il a bousculé nos idées toutes faites et nos préjugés, il nous a remis face à la vérité de nous-mêmes. Après l'avoir entendu, nous ne pouvons plus avoir la fierté d'avoir plus, de "faire plus" ou de "savoir plus" que les autres, bref, d'être parmi les privilégiés d'une façon ou l'autre...

Sa parole, au contraire, nous a rendus petits devant les petits... Ces "petits" : ces sortis de prison, ces mendiants, ces "ratés" qui unissent leur travail pour construire une maison à ceux qui n'en ont pas, donner du pain à ceux qui ont faim, et de mille façons, toujours soulager le plus souffrant. Et, ainsi, ils retrouvent eux-mêmes joie de vivre et bonheur.

En quittant l'Abbé Pierre ce soir-là, nous emportons une interpellation, une question à laquelle nous seuls pouvons donner réponse : "Et nous, personnellement, de quelle façon cherchons-nous notre bonheur : par les faveurs des puissants ou par le service des plus démunis ?" Cette leçon de vie et d'amour résonnera pendant longtemps au plus profond de nous-mêmes.

"L'Abbé Pierre est, certes, une de ces rares personnes qui vivent pour les autres."

Il a d'abord un esprit ouvert aux problèmes de ses frères les hommes : la misère et la pauvreté. Et il ne

n'est pas arrêté là, il a essayé de résoudre ces grands problèmes et effectivement il y est arrivé. L'Abbé Fierre est généreux, il a donné tout ce qu'il possédait et il s'est donné lui-même."

L'Abbé Pierre est un homme audacieux. Il a osé, quand il le fallait, dire la vérité (il a écrit une lettre au ministre, il a parlé à la radio...). Notons que l'audace manque souvent à la jeunesse rwandaise. Mais de plus en plus, avec le progrès du développement, cette audace - dans le bon sens du mot - grandit."

"Pour moi, l'Abbé Pierre est le bel exemple d'un homme qui a su saisir les occasions que la vie lui apportait pour atteindre ce qui me paraît avoir toujours été son but : aider les pauvres et les malheureux. Cette attitude lui a demandé beaucoup de courage et de l'audace. L'état de "disponibilité" dans lequel les événements l'ont trouvé - et le trouvent certainement encore à l'heure actuelle - lui a permis de réaliser une œuvre "vraie", parce qu'elle est née de l'immense détresse de milliers de gens que l'Abbé Pierre connaissait et aimait et non d'un esprit raisonneur."

L'Abbé Pierre est un homme qui laisse parler son cœur et qui, par là, touche le nôtre comme il en a ému tant d'autres déjà. Notre émotion d'un soir sera-t-elle éphémère ou chercherons-nous sincèrement comment, nous aussi, à notre mesure, nous pouvons concrètement "servir premier le plus souffrant?"

"L'Abbé Pierre a fait beaucoup pour le développement du pays : il a construit et fait construire des maisons pour les pauvres..."

- Comment pouvons-nous participer au développement du pays ?
- Faisons, si possible, de l'alphabétisation pendant les vacances.
- Pendant notre camp de travail, réservons un temps pour aller causer avec les gens. Il ne suffit pas de cultiver les champs des pauvres, il faut aussi éveiller leur esprit au développement. Faisons en sorte que les jeunes de la région continuent notre tâche après notre départ."

"Le témoignage de l'Abbé Pierre m'a une fois de plus fait me demander ce que doit être un prêtre. Au sortir

de cette conférence, tous, nous avons la tentation de nous dire : "Voilà un vrai prêtre, qui a pleinement compris le sens de sa mission. Mais je crois que, d'autre part, un prêtre a le devoir de vivre une vie spirituelle intense, et de la faire partager sous forme de paroles. C'est là tout le problème de trouver l'équilibre des paroles et des actes : certes, "la foi sans les œuvres est une foi morte" mais ne peut-on pas dire aussi que les actes ne suffisent pas ?"

"L'Abbé Pierre est un grand orateur. Nous étions tous hors de nous-mêmes en sortant de la salle. Au lieu de lui poser des questions, nous nous en posions à nous-mêmes".

Suite à ces avis et devant les regrets des personnes n'ayant pas eu l'occasion d'entendre l'Abbé Pierre, nous avons estimé qu'il serait intéressant de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance du texte intégral de cette conférence.

Ainsi vous annoncerons-nous sa publication prochaine dans notre revue.

Henri MATHY

Courrier des lecteurs

Qu'est-ce que les jeunes attendent de Prêtre?

Nous avons reçu de Bruxelles le texte ci-après.

Les jeunes ne sont-ils pas proches, par-delà les continents et les mers ? N'est-ce pas un écho des voix des jeunes de chez nous qui nous parvient à travers ces lignes ?

ooo

La presse nous a relaté la réunion de 120 prêtres francophones bruxellois autour de leur évêque, le 1er octobre dernier.

Des participants nous ont confirmé la profonde émotion qu'y causa "le cri des jeunes aux prêtres". Une

jeune fille lut d'une voix ferme l'appel rédigé par des jeunes - ouvriers et étudiants - "désarmés par la défection de plusieurs prêtres éminents qui étaient leurs guides et leurs modèles".

Écoutons-les :

"Trente jeunes en recherche, informés de l'assemblée générale des prêtres diocésains et religieux de Bruxelles, vous communiquent une note portant non pas sur l'agir de l'Eglise aujourd'hui que nous reconnaissons important, mais sur l'être des prêtres de l'Eglise locale.

Nous avons besoin de prêtres qui nous parlent de Jésus-Christ. A vous, prêtres, nous adressons aujourd'hui cet appel pressant jailli de notre vie de jeunes.

Nous exigeons de votre part un réel pas en avant dans l'annonce de l'Evangile. Nous avons besoin de vous !

Nous cherchons la vérité, nous voulons en vivre.

Où la trouver si vous ne l'annoncez pas ?

On ne nous parle pas d'une manière VITALE du Christ en qui nous entrevoyons la lumière.

Nous demandons que l'on nous parle de LUI dans un langage direct, simple et exigeant. Nous avons besoin d'apprendre à rencontrer véritablement Dieu.

Nous sommes saturés de palabres, de pré-catéchèses, de discussions stériles de tiraillements qui se limitent aux formes et aux structures.

Nous voulons que l'on nous montre l'essentiel. Nous avons besoin d'hommes épanouis et ouverts en qui nous pourrions faire reposer notre foi. Nous avons besoin de témoins qui nous parlent de leur rencontre avec le Ressuscité, d'hommes de Dieu qui nous parlent de l'Amour et qui nous le révèlent.

Il faut que vous soyez pour les jeunes les signes visibles de cet Amour. Il faut que vous montriez que ce-la vaut le "coup" d'en vivre sans réserve."

Voulez-vous un **TOURNE-DISQUES**

Mera vous propose ses 12 modèles de 1.695F. à 8.600F. (HiFi et Stéréo)

Voulez-vous un **AMPLIFICATEUR**

- sur piles, sur batterie, sur 220 V
- 1, 5, 10, 40 Watts - HiFi ou Stéréo

Mera vous les procure à des prix très faibles

Cherchez-vous les meilleurs **HAUT - PARLEURS**

Mera vous en offre une gamme complète

Désirez-vous **SONORISER** une salle, une église, amplifier en plein air:

Mera vous présentera la solution.

Déjà, 50 installations Mera en fonctionnement.

MERA

Manufacture Electronique et Mécanique du Rwanda

B P 375 KIGALI - Tél 5513

Paraît tous les deux mois. Il publie des articles intéressant la vie chrétienne dans le monde d'aujourd'hui, en particulier au Rwanda.

Abonnement: Rwanda

Un an: 200 frs par mandat-poste à Dialogue, BP 572, Kigali, ou par un Economat Général.

Etranger

Un an: 200 frs belges, au CCP 313, 66, Abbé J. Meesien, Bruxelles.

[Faint handwritten text, possibly a signature or address, including the word "Dialogue"]